

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations	7
------------------------------	---

INTRODUCTION

1. Structure du présent tome.	11
2. Coordinateur et auteurs.....	14

PARTIE 1 LE STATUT PERSONNEL

TITRE 1 La personnalité juridique

CHAPITRE 1 Définition de la personne et de la personnalité

3. Origine du mot « personne ».	21
--------------------------------------	----

CHAPITRE 2 Les titulaires de la personnalité

SECTION 1 Les personnes physiques

4. Notion et titulaires.....	23
------------------------------	----

SECTION 2 Les personnes morales

5. Définition et objectif.	24
---------------------------------	----

CHAPITRE 3 Pas de droit sans sujet

6. Personnalité et titularité des droits.	27
--	----

CHAPITRE 4**Les caractéristiques de la personnalité**

7.	Prescriptibilité et indisponibilité.	29
----	---	----

CHAPITRE 5**La personnalité et la capacité**

8.	Caractère général ou degrés.	31
9.	Degrés de la capacité d'exercice.	32

CHAPITRE 6**La personnalité et le patrimoine**

10.	Notion de patrimoine.	35
11.	Lien privilégié entre personne et patrimoine.	36
12.	Caractères du patrimoine.	37
13.	Exceptions aux caractères fondamentaux du patrimoine.	38

CHAPITRE 7**Le début et la fin de la personnalité****SECTION 1****Le début de la personnalité***§ 1. – Naissance d'un être vivant et viable*

14.	Conditions.	41
15.	Naissance.	41
16.	Vie.	41
17.	Viabilité.	42

§ 2. – Enfant mort-né

18.	Notion.	43
19.	Évolution possible du droit.	44
20.	Évolution au regard de la Convention européenne des droits de l'homme.	46

§ 3. – Enfant simplement conçu

21.	Fiction d'une rétroactivité de la personnalité.	47
22.	Moment de la conception.	48
23.	Cas particulier des procréations médicalement assistées.	49

§ 4. – Enfant né handicapé

24.	Notion.	52
-----	--------------	----

25.	Modification possible de la perception de l'avortement.	54
26.	Rejet de la théorie du préjudice réparable par la Cour de cassation.	55

SECTION 2

Le statut de l'embryon

27.	Absence de personnalité juridique.	56
28.	Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.	57
29.	Conflit des valeurs éthiques et incidence du progrès scientifique.	58

SECTION 3

L'autonomie de la personne

30.	Élargissement du domaine de l'autonomie.	60
-----	---	----

§ 1. — *Procréation médicalement assistée et désir d'enfant*

31.	Autonomie des personnes dans l'accès à l'assistance médicale.	61
-----	--	----

§ 2. — *Avortement*

32.	Dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse.	61
33.	Interruption médicale de grossesse.	62

§ 3. — *Recherche sur les embryons*

34.	Limites encadrant l'autonomie.	62
35.	Limites éthiques.	62

§ 4. — *Expérimentation sur la personne humaine*

36.	Équilibre entre recherche et respect de la personne.	63
37.	Exigence du consentement.	63
38.	Recherche sur les personnes incapables.	64

§ 5. — *Prélèvements d'organes sur un sujet vivant*

39.	Dispositions légales.	65
40.	Conditions de compétence.	65
41.	Interdiction de tout but lucratif.	65
42.	Consentement.	65

§ 6. — *Loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines et à des fins de recherche scientifique*

43.	Objectif de la loi.	67
-----	--------------------------	----

44.	Encadrement éthique.	68
§ 7. — <i>Euthanasie</i>		
45.	Reconnaissance de la maîtrise de la personne sur sa vie.	69
46.	Déclaration anticipée.	70
47.	Contrôle de l'application de la loi.	71
SECTION 4		
La fin de la personnalité		
48.	Décès.	71
§ 1. — <i>Critères du décès et prélèvement d'organes post mortem</i>		
49.	Évolution des critères.	72
50.	Don d'organes <i>post mortem</i>	74
§ 2. — <i>Funérailles et sépulture</i>		
51.	Modes de sépulture et manifestation de volonté.	76
§ 3. — <i>Autopsies</i>		
52.	Notion.	77
53.	Autopsie judiciaire.	78
54.	Autopsie médico-scientifique.	79
55.	Autopsie d'un enfant de moins de 18 mois.	79
56.	Droit de la filiation.	79

CHAPITRE 8

L'incertitude sur l'existence de la personnalité : le régime de l'absence

SECTION 1

Introduction : du Code civil de 1804
aux lois des 9 et 10 mai 2007

§ 1. — <i>Régime de l'absence mis en place par le Code civil de 1804</i>		
57.	Introduction et contexte historique.	81
58.	Caractéristique essentielle du régime de l'absence tel que conçu en 1804.	82
59.	Les trois périodes du régime de l'absence sous l'empire du Code civil de 1804.	82
60.	Le principe du maintien de l'incertitude quant à la vie ou au décès de l'absent et ses conséquences sur le plan patrimonial.	84

61.	La distinction entre les biens et les droits délaissés par l'absent et ceux échus postérieurement à sa disparition.	85
62.	Le principe du maintien de l'incertitude quant à la vie ou au décès de l'absent et ses conséquences sur le plan personnel.....	85
§ 2. – <i>Réforme opérée par les lois des 9 et 10 mai 2007</i>		
63.	Contexte général.	86
64.	Objectifs.....	87
65.	Plan.	87
§ 3. – <i>Observation terminologique</i>		
66.	Notion d'« absence » au sens juridique du terme.	88
SECTION 2		
La première période du régime de l'absence : la présomption d'absence		
67.	Introduction.	88
§ 1. – <i>Conditions de mise en œuvre de la procédure de présomption d'absence</i>		
68.	Conditions.	88
§ 2. – <i>Procédure de présomption d'absence</i>		
69.	Personnes pouvant introduire la procédure.	90
70.	Juridiction compétente pour connaître de la demande.....	90
71.	Introduction de la procédure.	90
72.	Instruction de la cause.	91
73.	Décision constatant la présomption d'absence.	92
74.	Tierce opposition à la décision constatant la présomption d'absence.....	93
§ 3. – <i>Effets de la présomption d'absence quant au patrimoine du présumé absent</i>		
A. Désignation d'un administrateur judiciaire par le juge de paix		
75.	Principe.....	93
76.	Procédure.	94
77.	Mesures de publicité.....	95
B. Obligations de l'administrateur judiciaire		
78.	Obligations de l'administrateur judiciaire à l'entame de sa mission.....	95

79.	Obligation de l'administrateur judiciaire au cours de sa mission.....	96
C. Mission de l'administrateur judiciaire		
80.	Principes et contenu de la mission.	96
81.	Actes nécessitant une autorisation préalable du juge de paix.....	97
82.	Opposition d'intérêts.	99
83.	Procédure d'autorisation.....	99
84.	Rémunération de l'administrateur judiciaire.....	99
85.	Garanties et séparation des patrimoines du présumé absent et de l'administrateur judiciaire.	100
D. Sort des successions échues au présumé absent		
86.	Rappel historique.....	100
87.	Principes résultant de la loi du 9 mai 2007.	103
§ 4. – Effets de la présomption d'absence quant au régime matrimonial (primaire et secondaire) du présumé absent		
88.	Principes.	107
89.	Résidence conjugale.....	108
90.	Actes visés par l'article 215 du Code civil.	108
91.	Perception des sommes dues par des tiers pour les besoins du ménage.	108
92.	Exercice de tout ou partie des pouvoirs de l'absent ou accomplissement de certains actes par son conjoint.	108
§ 5. – Effets de la présomption d'absence quant aux droits personnels du présumé absent		
93.	Principes.	108
94.	Mariage et cohabitation légale.	109
95.	Divorce et cessation de la cohabitation légale.....	109
96.	Adoption.	110
97.	Filiation.....	110
98.	Autorité parentale et tutelle.	110
§ 6. – Fin de la présomption d'absence		
99.	Principes.	110
100.	Réapparition du présumé absent.	110
101.	Décès du présumé absent, déclaration judiciaire de décès ou déclaration d'absence.....	111

102.	Obligations de l'administrateur judiciaire à l'issue de son mandat.....	111
------	---	-----

SECTION 3

La seconde période du régime de l'absence :
la déclaration d'absence

103.	Introduction.....	112
	§ 1. – <i>Conditions de mise en œuvre de la procédure de déclaration d'absence</i>	
104.	Conditions.....	112
	§ 2. – <i>Procédure de déclaration d'absence</i>	
105.	Personnes pouvant introduire la procédure.....	113
106.	Juridiction compétente.....	113
107.	Introduction de la demande.....	114
108.	Publicité de la demande.....	114
109.	Instruction de la cause.....	115
110.	Jugement déclarant l'absence.....	116
111.	Publicité de la décision déclarative d'absence.....	116
112.	Tierce opposition de l'absent.....	116
	§ 3. – <i>Effets de la déclaration d'absence quant aux droits personnels et patrimoniaux de l'absent déclaré</i>	
113.	Principes.....	117
114.	Dissolution du mariage (ou de la cohabitation légale) et du régime matrimonial.....	117
115.	Autorité parentale et tutelle sur les enfants mineurs.....	117
116.	Ouverture de la succession de l'absent.....	118
117.	Capitaux dus en vertu d'un contrat d'assurance décès.....	118
118.	Absence de vocation dans le cadre des successions ouvertes après la déclaration d'absence.....	118
	§ 4. – <i>Fin de la déclaration d'absence</i>	
119.	Réapparition de l'absent ou preuve de son existence.....	118
120.	Procédure.....	118
121.	Effets.....	119

SECTION 4

Les dispositions transitoires de la loi du 9 mai 2007 modifiant
diverses dispositions relatives à l'absence
et à la déclaration judiciaire de décès

122.	Principes.	119
123.	Procédures introduites après l'entrée en vigueur de la loi du 9 mai 2007.	120
124.	Demandes de déclaration d'absence introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 9 mai 2007.	120
125.	Requêtes en vue de pourvoir à l'administration des biens du présumé absent introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 9 mai 2007.	120
126.	Modification et conversion des jugements rendus sur la base des dispositions anciennes.	120

CHAPITRE 9

La déclaration judiciaire de décès

SECTION 1

Introduction

127.	Notion.	123
128.	Perspective historique.	123

SECTION 2

Les conditions de mise en œuvre de la procédure
de déclaration judiciaire de décès

129.	Principes.	124
130.	Distinction essentielle avec le régime de l'absence.	124

SECTION 3

La procédure de déclaration judiciaire de décès

131.	Personnes pouvant introduire la demande.	125
132.	Jurisdiction compétente.	125
133.	Introduction de la demande.	126
134.	Mesure de publicité.	128
135.	Information obligatoire du ministre des Affaires étrangères. .	128
136.	Instruction de la cause.	129
137.	Désignation d'un notaire chargé de représenter la personne disparue appelée à un partage ou à une succession.	129
138.	Jugement déclarant le décès.	130
139.	Recours.	130

140.	Publicité de la décision déclarative de décès passée en force de chose jugée.	130
------	--	-----

SECTION 4

Les effets de la déclaration judiciaire de décès

141.	Principes.	131
142.	Illustrations et renvoi.	131

SECTION 5

La fin de la déclaration judiciaire de décès

143.	Principes.	132
144.	Rectification de la déclaration judiciaire de décès en cas de vie de la personne déclarée décédée.	132
145.	Effets.	132
146.	Autres cas de rectification de la décision déclarant le décès (ne mettant pas fin à la déclaration judiciaire de décès comme telle).	133

TITRE 2

Les droits de la personnalité

CHAPITRE 1

Généralités

147.	Notions.	137
148.	Historique.	137

CHAPITRE 2

Les caractères des droits de la personnalité

149.	Universalité.	139
150.	Opposabilité <i>erga omnes</i>	139
151.	Caractère discrétionnaire.	139
152.	Domaine de la loi et du règlement.	140
153.	Ordre public.	141
154.	Caractère extrapatrimonial.	141
155.	Aspects pécuniaires.	143

CHAPITRE 3

L'analyse de certains droits de la personnalité

156.	Plan du chapitre.	145
------	------------------------	-----

SECTION 1

Le droit à la vie

157.	Notion et étendue.	145
158.	Titularité.	145
159.	Le droit à la maîtrise de sa vie.	146
160.	Nature du droit à la maîtrise de la vie.	146
161.	Euthanasie et jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.	147

SECTION 2

Le droit au respect de l'intégrité physique

162.	Notions.	151
163.	Intégrité physique, actes médicaux et protection de la personne des malades mentaux et des incapables majeurs.	152
164.	Intégrité physique, actes médicaux et patient mineur.	153
165.	Intégrité physique et cas particulier de la stérilisation des handicapés mentaux.	156
166.	Intégrité physique, hospitalisation contrainte et traitement forcé.	158
167.	Limites au droit à l'intégrité physique face au droit de l'enfant de connaître ses parents – Les droits à la connaissance des origines.....	160

SECTION 3

Le droit au respect de la vie privée et familiale

168.	Fondement.	162
169.	Notion de vie privée.	162
170.	Élargissement du concept.	164
171.	Notion de vie familiale.	165
172.	Évolution des modèles familiaux.	165
173.	Extension du concept et limites.	166
174.	Vie familiale et intégration de l'enfant.	167
175.	Vie familiale et effectivité.	167
176.	Effectivité et rupture du couple.	168
177.	Vie familiale et relations entre proches parents.....	168
178.	Vie familiale, filiation et jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.....	168
179.	Vie familiale, adoption et jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.....	169

180.	Droit au respect de la décision de devenir parent, procréation médicalement assistée et vie privée.	172
181.	Vie privée et preuve en matière civile.	177
182.	Vie privée, preuve en matière civile et jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.	178

TITRE 3 L'état civil

CHAPITRE 1 Définition de l'état civil

183.	Notion.	185
184.	Plan de l'exposé.	186

CHAPITRE 2 Les caractéristiques de l'état civil

185.	Caractère d'ordre public de l'état civil.	187
------	--	-----

SECTION 1 Le caractère indisponible de l'état civil

186.	Théorie classique de l'indisponibilité.	187
187.	Indisponibilité et immutabilité.	188

SECTION 2 Le caractère imprescriptible de l'état civil

188.	Notion.	190
189.	État et action d'état.	190

SECTION 3 Le caractère indivisible de l'état civil

190.	Notion.	191
------	--------------	-----

CHAPITRE 3 La preuve de l'état civil

191.	Caractère limitatif des modes de preuve.	193
------	---	-----

SECTION 1 Les actes de l'état civil

§ 1. – Définition et caractéristiques

192.	Acte authentique probatoire.	194
------	-----------------------------------	-----

§ 2. — *Règles relatives à l'établissement des actes de l'état civil*

193.	Formalités strictes.	195
194.	Intervention d'un officier de l'état civil.	195
195.	Autres parties intervenant à l'acte de l'état civil.	196
196.	La rédaction de l'acte et sa conservation – Lieu de rédaction de l'acte.	198
197.	Parties dont la présence est requise.	198
198.	Contenu des actes.	199
199.	Mentions obligatoires.	199
200.	Forme et langue de la rédaction.	200
201.	Trois formes d'acte de l'état civil.	200
202.	Conservation des actes de l'état civil.	201
203.	Publicité des actes de l'état civil.	202

§ 3. — *Règles relatives à la correction
et à la rectification des actes de l'état civil*

204.	Rectification judiciaire.	202
205.	Rectification par l'officier de l'état civil des erreurs matérielles.	203

§ 4. — *Force probante des actes de l'état civil*

206.	Force probante de l'acte authentique.	204
------	--	-----

§ 5. — *Nullité des actes de l'état civil*

207.	Nullité pour irrégularité portant sur une condition substantielle.	205
------	--	-----

§ 6. — *Critique du système actuel*

208.	Caractère incomplet et absence de centralisation.	207
------	--	-----

SECTION 2

Les jugements d'état civil

209.	Autre mode de preuve.	208
------	----------------------------	-----

§ 1. — *Distinction entre action d'état
et action en rectification d'acte de l'état civil*

210.	Objet de l'action.	209
211.	Régime de l'action.	209

§ 2. — *Actions d'état au sens large et actions d'état au sens strict*

212.	Notion et différences.	211
------	-----------------------------	-----

§ 3. – *Effets des jugements d'état*

213.	Classification selon les effets sur l'état.	212
------	--	-----

§ 4. – *Régime propre à toutes les actions d'état*

214.	Caractère indisponible de l'action.	213
215.	Caractère personnel, voire réservé, de l'action.	215
216.	Caractère prescriptible de l'action.	216
217.	Autorité des jugements d'état.	216
218.	Publicité des jugements d'état.	217

SECTION 3

La possession d'état civil

§ 1. – *Définition et éléments constitutifs*

219.	Apparence d'état.	219
------	------------------------	-----

§ 2. – *Qualités requises*

220.	Continuité, caractère paisible et non équivoque.	220
------	---	-----

§ 3. – *Rôle probatoire de la possession d'état*

221.	Preuve directe ou moyen de preuve.	221
------	---	-----

CHAPITRE 4

Les éléments de l'état

SECTION 1

Généralités : la situation de l'individu par rapport à la société

222.	Identification de la personne.	223
------	-------------------------------------	-----

SECTION 2

Le nom

§ 1. – *Raison d'être et éléments du nom*

223.	Raison d'être.	224
224.	Éléments du nom.	224

§ 2. – *Régime juridique du nom*

225.	Attribution du nom.	226
226.	La loi sur la transmission du nom du 8 mai 2014.	227
227.	Modification du nom.	230
228.	Protection du nom.	239

SECTION 3

Le domicile

§ 1. – Régime juridique

229.	Régime juridique.	240
230.	Définition du domicile.	240
231.	Raison d'être du domicile.	241
232.	Caractéristiques du domicile.	242
233.	Fixation du domicile.	243
234.	Domicile élu.	245

§ 2. – Affaiblissement du rôle du domicile en droit civil

235.	Affaiblissement du rôle du domicile civil face à l'apparition de notions connexes.	246
236.	Intérêt actuel de la notion de domicile.	251

SECTION 4

Le sexe

§ 1. – Sexe et état civil

237.	Le sexe comme élément d'identification.	252
------	--	-----

§ 2. – Transsexualisme et intersexualisme

238.	Le transsexualisme.	253
239.	L'intersexualisme.	258

SECTION 5

La nationalité

240.	Observations préliminaires.	259
241.	Législation.	260

§ 1. – Généralités

242.	Définition.	261
243.	Terminologie.	262
244.	Citoyenneté.	262
245.	Fondements de la nationalité.	263
246.	Modes d'acquisition de la nationalité.	264
247.	Résumé de l'évolution du droit belge.	265
248.	Effets principaux de la nationalité.	267
249.	Les apatrides.	267
250.	Les conflits de nationalités.	268

§ 2. – <i>Présentation générale du Code de la nationalité</i>	
251.	Structure du Code de la nationalité. 268
252.	Détermination du territoire belge. 269
253.	Résidence principale. 269
254.	Acte de naissance et acte de notoriété. 270
255.	Représentation des personnes. 271
256.	Effet dans le temps de la nationalité. 272
257.	Droit transitoire. 272
§ 3. – <i>Attribution de la nationalité belge</i>	
258.	Généralités. 272
A. Attribution de la nationalité belge par filiation ou adoption	
259.	Attribution de la nationalité belge par filiation. 272
260.	Détermination de la filiation. 273
261.	Attribution de la nationalité par adoption. 274
262.	Détermination de la filiation adoptive. 274
B. Attribution de la nationalité belge par la naissance en Belgique	
263.	Généralités. 275
264.	Enfant né en Belgique qui serait apatride. 275
265.	Enfant né en Belgique dont l'auteur est un étranger lui-même né en Belgique. 276
266.	Enfant né en Belgique dont l'auteur est né à l'étranger. 277
C. Attribution de la nationalité belge par l'effet collectif d'un acte d'acquisition	
267.	Troisième mode d'attribution de la nationalité ?. 278
§ 4. – <i>Acquisition de la nationalité belge</i>	
268.	Généralités. 279
269.	Notion de séjour légal. 280
270.	Étrangers nés en Belgique qui y séjournent légalement depuis leur naissance. 282
271.	Étrangers admis à séjourner en Belgique qui prouvent leur intégration à la nation belge. 282
272.	Forme de la demande. 285
273.	Recours. 287
274.	Précision relativement au nom du demandeur. 288
§ 5. – <i>De la naturalisation</i>	
275.	Généralités. 289

276.	Conditions préalables à la demande.	289
277.	Forme et procédure.	290
	§ 6. – <i>De la perte de la nationalité belge</i>	
278.	Généralités.	291
279.	Perte volontaire de la nationalité belge.	291
280.	Perte automatique de la nationalité belge.	292
281.	Déchéance de la nationalité belge.	293
282.	Procédure de déchéance à titre principal.	294
283.	Déchéance de nationalité comme sanction complémentaire..	295
284.	La déchéance de la nationalité belge n'est pas une peine.....	297
	§ 7. – <i>Du recouvrement de la nationalité belge</i>	
285.	Généralités.	298
286.	Procédure.	298
	§ 8. – <i>De la preuve de la qualité de Belge</i>	
287.	Nature de la preuve.	299
288.	Charge de la preuve.	299
289.	Modalités de la preuve.	300
290.	Preuve d'une nationalité étrangère.	300
291.	Preuve de l'apatridie.	300

PARTIE 2

LES RELATIONS FAMILIALES

TITRE 1

Définitions et notions générales

CHAPITRE 1

La raison d'être de la famille

292.	Contexte général.	305
------	------------------------	-----

CHAPITRE 2

La terminologie

SECTION 1

La famille

293.	Conception traditionnelle.	307
294.	Évolution de la notion de famille.	307

SECTION 2

Les parents

295.	Notions.	308
	§ 1. — <i>Parenté directe et parenté collatérale</i>	
296.	Introduction.	308
297.	Parenté en ligne directe.	308
298.	Parenté en ligne collatérale.	309
	§ 2. — <i>Parents consanguins, utérins et germains</i>	
299.	Introduction.	309
300.	Parents utérins.	310
301.	Parents consanguins.	310
302.	Parents germains.	310
	§ 3. — <i>Évaluation de la proximité de la parenté</i>	
303.	Notion de degré.	310
304.	Computation des degrés.	311
	§ 4. — <i>Parenté biologique et parenté adoptive</i>	
305.	Notion de parenté adoptive.	311
306.	Adoption simple.	312
307.	Adoption plénière.	313

SECTION 3

Le conjoint et le cohabitant légal

308.	Conjoint.	313
309.	Cohabitation légale.	313

SECTION 4

Les alliés

310.	Notion.	314
311.	Computation des degrés d'alliance.	314
312.	Subsistance des effets de l'alliance après la dissolution du mariage.	315

CHAPITRE 3

L'intérêt juridique des liens de famille

313.	Intérêt social, personnel et patrimonial.	317
------	--	-----

TITRE 2 Le mariage

CHAPITRE 1 Notions préliminaires

314.	Définition du mariage.	322
315.	Importance du mariage.	323
316.	Caractères essentiels du mariage.	324
317.	Droits fondamentaux.	327
318.	Distinctions.	328
319.	Éléments non essentiels.	329
320.	Nature juridique du mariage.	330

CHAPITRE 2 Les fiançailles

321.	Définition des fiançailles.	333
322.	Rappel historique.	333
323.	Valeur juridique des fiançailles.	333
324.	Responsabilité quasi délictuelle.	335
325.	Conditions d'application de la responsabilité quasi délictuelle – Notion de faute.	335
326.	Le dommage.	338
327.	La restitution des cadeaux.	338
328.	Courtage matrimonial.	339

CHAPITRE 3 Les conditions requises pour contracter mariage

329.	Conditions requises.	341
------	---------------------------	-----

SECTION 1 Les conditions de fond

§ 1. – Les conditions d'aptitude naturelle

A. Être en vie

330.	Principe.	342
------	----------------	-----

B. Être majeurs

331.	Âge des époux : majorité civile.	342
332.	Des dispenses d'âge.	343
333.	Dispense d'âge pour un étranger.	344

334.	Procédure.	344
C. État de santé des époux		
335.	Principes.	345
D. Sexe des futurs époux		
336.	Ouverture du mariage aux personnes de même sexe.	346
337.	Conséquences du mariage homosexuel.	347
E. Consentement des époux		
338.	Notion.	347
339.	De l'absence totale de consentement.	349
340.	Mariage simulé.	349
341.	Reconnaissance du mariage célébré à l'étranger.	351
342.	Procédure.	351
343.	Doutes sur la volonté d'au moins une des parties de créer une communauté de vie durable.	352
344.	Des vices du consentement.	353
	§ 2. – <i>Les conditions d'ordre moral</i>	
345.	Principe.	355
A. Consentement des tiers		
346.	Bref historique.	356
347.	Principe et procédure.	356
348.	Refus abusif de consentir au mariage des mineurs.	358
349.	Compétence et procédure.	359
350.	Formes du consentement.	359
B. Absence de lien de parenté ou d'alliance trop étroit		
351.	Principe et justification.	360
352.	Empêchements au mariage.	360
	§ 3. – <i>Les conditions d'ordre social :</i> <i>absence de tout mariage antérieur non dissous</i>	
353.	Bigamie.	363

SECTION 2

Les conditions de forme

354.	Les formalités du mariage : principe.	364
355.	Déclaration de mariage – Caractère solennel du mariage. ...	365
356.	Formalités préalables à la célébration du mariage.	365

357.	Preuve du mariage.	368
------	-------------------------	-----

CHAPITRE 4

Les nullités de mariage

358.	Généralités.	371
359.	Rôle des postes consulaires.	372
360.	Annulation du mariage.	372
361.	Règles communes.	373
362.	Nullités absolues.	373
363.	Nullités relatives.	374
364.	Mariage putatif.	375

CHAPITRE 5

Les effets du mariage

SECTION 1

Introduction

365.	État matrimonial.	377
------	------------------------	-----

SECTION 2

Les effets personnels du mariage

366.	Les obligations du mariage.	378
------	----------------------------------	-----

§ 1. – *Devoir de cohabitation*

367.	Notion.	378
368.	Protection du logement conjugal.	379
369.	Violences conjugales.	383

§ 2. – *Devoir de fidélité*

370.	Notion.	384
------	--------------	-----

§ 3. – *Devoir d'assistance*

371.	Notion.	385
------	--------------	-----

§ 4. – *Devoir de secours*

372.	Notion.	386
373.	Sanctions.	387

CHAPITRE 6

L'entente perturbée du couple

374.	Généralités.	389
------	-------------------	-----

375.	Unification des articles 223 du Code civil et 1280 du Code judiciaire.....	389
376.	But et historique.....	390
377.	Manquement grave aux obligations du mariage.....	392
378.	Procédure.....	393
379.	Introduction de la cause.....	393
380.	Comparution personnelle.....	394
381.	Déroulement de la procédure.....	394
382.	Faits nouveaux.....	396
383.	Conditions d'urgence et de provisoire.....	396
384.	Durée de validité des mesures.....	397
385.	Mesures sollicitées.....	397
386.	Résidences séparées.....	398
387.	Jouissance de la résidence conjugale et des meubles.....	398
388.	Défense d'aliéner.....	399
389.	Autorité parentale et hébergement des enfants mineurs.....	399
390.	Mesures patrimoniales.....	400

TITRE 3

Le divorce

CHAPITRE 1

Introduction

391.	Dissolution de l'union conjugale.....	403
392.	Définition.....	403
393.	Perspective historique.....	404
394.	Importance sociologique.....	408
395.	Différents types de divorce.....	408

CHAPITRE 2

Les effets du divorce – Généralités

396.	Introduction.....	409
397.	Constitution d'un nouvel état civil.....	409
398.	Dissolution du régime matrimonial.....	409
399.	Principe : suppression des effets du mariage.....	410
400.	Exception : maintien de certains effets du mariage.....	410
401.	Naissance d'un droit aux aliments en raison de l'union dissoute.....	410

CHAPITRE 3

Le divorce pour cause de désunion irrémédiable

SECTION 1

La loi du 27 avril 2007 et son entrée en vigueur

§ 1. – Généralités

402.	Suppression de la faute en tant que cause du divorce.	413
------	--	-----

§ 2. – Dispositions transitoires

403.	Introduction.	414
------	--------------------	-----

A.	Durée de la séparation de fait au 1 ^{er} septembre 2007 (art. 42, § 1 ^{er})	
404.	Prise en compte des délais déjà écoulés.	415
B.	Causes de divorce pour les procédures introduites avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle (art. 42, § 2, al. 1 ^{er})	
405.	Principe.	415
406.	Controverses.	415
407.	Clarifications apportées par la Cour de cassation et la Cour constitutionnelle.	416
408.	Conclusions.	417

SECTION 2

Le divorce pour cause de désunion irrémédiable

409.	Une nouvelle cause de divorce.	419
------	-------------------------------------	-----

410.	Définition de la désunion irrémédiable.	419
------	--	-----

§ 1. – La preuve de la désunion irrémédiable

A.	Les deux modes de preuve	
411.	Principe.	420
B.	L'écoulement du temps	
412.	Principe.	420
413.	La séparation de fait.	421
C.	La demande unilatérale	
414.	Principe.	422
D.	La demande conjointe	
415.	Principe.	423
E.	La demande acceptée	
416.	Principe.	424

417.	Conséquences pratiques.	424
	§ 2. – <i>La démonstration factuelle</i>	
418.	Principe.....	425
419.	Éléments constitutifs.....	426
420.	Exemples.....	427
421.	Administration de la preuve.....	428
422.	Modes de preuves admis.....	429
	§ 3. – <i>La procédure de divorce pour désunion irrémédiable</i>	
A.	Caractère de l'action et capacité des époux	
423.	Caractère de l'action.....	431
424.	Capacité des époux.....	432
B.	Règles de compétence	
425.	Compétence matérielle.....	432
426.	Compétence territoriale.....	432
C.	La formation de la demande et l'audience d'introduction	
427.	L'acte introductif d'instance.....	433
428.	L'audience d'introduction.....	435
D.	Les audiences ultérieures éventuelles	
429.	Principe.....	436
E.	Les demandes ampliatives, accessoires et reconventionnelles	
430.	Les demandes ampliatives et reconventionnelles.....	437
431.	Les demandes accessoires.....	438
F.	Modes de preuve	
432.	La preuve de la séparation de fait.....	438
433.	La preuve de la désunion irrémédiable par toutes voies de droit.....	438
	1. <i>Le constat d'adultère</i>	
	2. <i>Les attestations</i>	
	3. <i>La procédure d'enquête</i>	
G.	Le prononcé du divorce et les voies de recours	
434.	Le jugement et sa signification.....	446
435.	Les voies de recours.....	446

H. Les dépens		
436. Principe.....		447
I. La transcription du divorce		
437. Principe.....		447
§ 4. – <i>Causes légales de l'échec de l'action en divorce</i>		
438. Principes.....		448
439. Conciliation.....		449
440. Désistement d'instance.....		449
441. Débouté.....		449
442. Décès.....		450
SECTION 3		
Les effets du divorce pour cause de désunion irrémédiable		
§ 1. – <i>Les dates auxquelles se produisent les effets du divorce</i>		
A. Les effets personnels		
443. Principe.....		450
B. Les effets patrimoniaux		
444. Principe.....		450
445. À l'égard des tiers.....		450
446. Entre parties.....		451
C. Les effets personnels entre ex-époux		
447. Le droit au remariage et à la cohabitation légale.....		452
448. La présomption de paternité.....		452
449. Les liens d'alliance.....		452
450. L'usage du nom.....		453
D. Les effets alimentaires entre ex-époux		
451. Renvoi.....		453
E. Les effets patrimoniaux entre ex-époux		
452. La perte des droits successoraux et des avantages matrimoniaux.....		453
453. La dissolution du régime matrimonial et la liquidation-partage.....		454
F. Les effets à l'égard des enfants		
454. La perpétuation des mesures provisoires.....		454

455.	La révision ultérieure des mesures décrétées durant la procédure en divorce.....	455
------	--	-----

CHAPITRE 4

Le divorce par consentement mutuel

456.	Introduction.....	457
------	-------------------	-----

SECTION 1

Les conditions de fond

457.	Principe.....	458
458.	Droit international privé.....	459

SECTION 2

Les conventions préalables à divorce par consentement mutuel

§ 1. – Introduction

459.	Principes applicables.....	459
------	----------------------------	-----

§ 2. – Forme des conventions

460.	Principe.....	459
461.	Hypothèse où l'acte authentique est requis.....	460
462.	Avantages de l'acte authentique.....	460

§ 3. – Contenu des conventions

A. Mesures à caractère patrimonial

463.	Généralités.....	461
------	------------------	-----

1. Inventaire

464.	Disposition légale.....	461
465.	Caractère facultatif.....	461
466.	Forme de l'inventaire.....	462
467.	Parties à l'inventaire.....	462
468.	Biens à inventorier.....	462
469.	Description et estimations des biens.....	462
470.	Clôture de l'inventaire et prestation de serment.....	463
471.	Garde des objets inventoriés.....	463
472.	<i>Quid</i> en cas d'omission ?.....	463
473.	L'omission peut-elle vicier la procédure ?.....	463
474.	Relevé sous seing privé.....	464

2. Règlement des droits respectifs des parties

475.	Principe.....	464
------	---------------	-----

476.	Règlement complet et définitif.	464
477.	Caractère transactionnel du règlement des droits respectifs des époux.	465
<i>3. Partage de l'actif</i>		
478.	Immeubles.	465
479.	Meubles.	465
480.	Parts sociales.	465
481.	Divers.	466
<i>4. Partage du passif</i>		
482.	Liberté du champ contractuel.	466
<i>5. Droits successoraux, avantages matrimoniaux et institutions contractuelles</i>		
483.	Droits successoraux du conjoint survivant.	466
484.	Date de la prise de cours de la stipulation concernant les droits successoraux du conjoint survivant.	467
485.	Avantages matrimoniaux et libéralités entre époux.	467
<i>6. Modifications du règlement transactionnel en cours de procédure</i>		
486.	Caractère définitif du règlement transactionnel.	468
487.	Survenance de circonstances nouvelles et imprévisibles.	468
<i>7. Modifications du règlement transactionnel après la procédure</i>		
488.	Principe de la convention-loi.	469
B. Mesures à caractère personnel		
489.	Principe.	469
<i>1. Conventions relatives aux époux</i>		
490.	Liberté contractuelle totale.	469
491.	Contenu des conventions – Principe.	470
492.	Résidences respectives des époux.	470
493.	Pension alimentaire.	471
<i>2. Conventions relatives aux enfants mineurs</i>		
494.	Principe : une liberté contractuelle encadrée.	471
495.	Enfants concernés.	473
496.	Contenu des conventions afférentes aux enfants mineurs – Principes.	473
497.	Contenu des conventions afférentes aux enfants mineurs – Autorité parentale et hébergement.	473

498.	Contenu des conventions afférentes aux enfants (économiquement) mineurs – Contribution alimentaire, partage des frais extraordinaires, des allocations familiales et de l'avantage fiscal pour enfants à charge.....	474
------	---	-----

SECTION 3

La procédure sans incident

§ 1. – *Introduction de la demande et communication
au ministère public*

A. Requête contradictoire

499.	Formes.....	474
500.	Contenu.	474
501.	Annexes à joindre à la requête.	475
502.	Dépôt de la requête au greffe.	476
503.	Compétence matérielle et territoriale.	476

B. Communication au ministère public

504.	Principe.....	476
------	---------------	-----

§ 2. – *Comparution*

A. Modalités

505.	Procédure écrite en cas de séparation de fait de plus de six mois.	476
506.	Comparution des parties en cas de séparation de fait de moins de six mois.....	477
507.	Refus de fixation de la comparution.	477
508.	Comparution ordonnée par le tribunal.	477

B. Comparution

509.	Principe : comparution personnelle.....	477
510.	Exception : comparution par mandataire.	477

C. Avis du ministère public

511.	Principes.	478
512.	Quand l'avis est-il donné ?	478
513.	Objet de l'avis.	479

D. Contrôle par le tribunal de la conformité des conventions
à l'intérêt supérieur de l'enfant

514.	Principe.....	479
------	---------------	-----

E. Issue de la comparution	
515.	Donné acte. 480
516.	Procès-verbal de l'audience. 480
517.	Communication au ministère public. 480
F. Conclusions du ministère public	
518.	« La loi permet ». 480
§ 3. – <i>Seconde comparution</i>	
519.	Principes. 481
§ 4. – <i>Autres incidences de la loi du 30 juillet 2013 créant le tribunal de la famille et de la jeunesse et de sa loi réparatrice du 8 mai 2014</i>	
A. Modification des conventions durant la procédure	
520.	Possible uniquement dans le mois du dépôt de la requête. ... 481
521.	Portée du contrôle exercé par le tribunal de la famille. 482
522.	Suppression de la passerelle vers un divorce contentieux. ... 482
§ 5. – <i>Jugement et voies de recours</i>	
A. Jugement	
523.	Pouvoir de contrôle du tribunal. 482
524.	Homologation des conventions relatives aux enfants mineurs. 483
525.	Prononcé du divorce. 483
B. Voies de recours	
1. <i>Appel</i>	
526.	Délai. 484
527.	Parties appelantes. 484
528.	Éléments de procédure. 484
2. <i>Cassation</i>	
529.	Délais. 485
530.	Parties requérantes. 485
§ 6. – <i>Transcription</i>	
A. Communication du dispositif à l'officier de l'état civil	
531.	Principe. 485
532.	Compétence territoriale de l'officier de l'état civil. 485

B. Transcription		
533. Principe.....		485
SECTION 4		
Les incidents de procédure		
§ 1. — <i>Exercice du pouvoir de contrôle du tribunal de la famille sur les conventions relatives aux enfants mineurs</i>		
A. Nature et étendue du pouvoir de contrôle du tribunal de la famille		
534. Principes.		486
B. Conditions d'exercice du pouvoir de contrôle du tribunal		
535. Violation de l'intérêt des enfants mineurs.		487
536. L'audition préalable des enfants est-elle une condition préalable à l'exercice du pouvoir d'injonction ?		487
537. Moment où s'exerce le pouvoir de contrôle du tribunal.		488
C. Effets de l'exercice du pouvoir de contrôle du tribunal		
1. <i>Pouvoir de proposition</i>		
538. Principes.		488
539. Acceptation de la proposition de modification par les époux.....		488
540. Refus de la proposition de modification.....		489
2. <i>Pouvoir d'injonction</i>		
541. Principe.....		489
542. Refus des parties de se conformer aux injonctions du tribunal.		489
§ 2. — <i>Modification des conventions à l'initiative des parties</i>		
A. Origine du mécanisme et principe		
543. Principes.		490
B. Conditions		
544. Des circonstances nouvelles et imprévisibles.		492
545. Des circonstances qui modifient gravement la situation des parties ou de leurs enfants mineurs.		492
546. Des circonstances dont la preuve est rapportée.		492
C. Mise en œuvre		
547. Délai endéans lequel les époux peuvent modifier leurs conventions.		493

548.	Saisine du tribunal.	493
549.	Communication au procureur du Roi.	493
D. Rôle du tribunal		
550.	Principe et limites.	493
551.	Modification des conventions relatives aux époux.	493
552.	Modification des conventions relatives aux enfants mineurs.	494
E. Forme des modifications		
553.	Principe.	494
F. Audition des enfants mineurs		
554.	Nouvel article 1004/1 du Code judiciaire.	494
§ 3. – <i>Retrait du consentement de l'un des époux après la comparution</i>		
555.	Le consentement de l'un des époux peut-il être retiré après la comparution et avant le prononcé du divorce ?	494
SECTION 5		
Les effets du divorce par consentement mutuel		
§ 1. – <i>Date de prise d'effets du divorce</i>		
A. Entre époux		
556.	Effets personnels.	496
557.	Effets patrimoniaux.	496
558.	Déchéance des avantages matrimoniaux.	496
B. À l'égard des tiers		
559.	Principe : la transcription.	497
§ 2. – <i>Effets du règlement transactionnel</i>		
560.	Renvoi.	497
§ 3. – <i>Effets du règlement personnel</i>		
561.	Mise en perspective.	498
A. Sort des conventions relatives aux époux – Immutabilité et absence de révision judiciaire avant la loi du 27 avril 2007		
562.	Principe.	499
563.	Application du principe à la pension entre époux.	500
B. Effets des conventions relatives aux enfants		
1. <i>Les dispositions arrêtées pour les enfants valent rebus sic stantibus</i>		
564.	Principes.	500

2.	<i>Principe de la révisabilité judiciaire au sens de l'article 1288 du Code judiciaire</i>	
565.	Situation avant la loi du 20 mai 1997 – Mise en perspective.	501
566.	Réforme opérée par la loi du 20 mai 1997.	502
3.	<i>Révision judiciaire en pratique</i>	
567.	Conditions posées par la loi.	503
4.	<i>Révision conventionnelle</i>	
568.	En cas de clause de révision spécifique.	504
569.	En cas d'absence de clause de révision spécifique.	504
SECTION 6		
Les vices du consentement		
570.	Principes.	505
§ 1.	<i>– Les vices de consentement et leurs conséquences sur le divorce par consentement mutuel</i>	
571.	Principes.	506
A.	<i>Erreur</i>	
572.	Définition.	506
573.	Application à la matière du divorce par consentement mutuel.	506
B.	<i>Dol</i>	
574.	Définition.	507
575.	Application à la matière du divorce par consentement mutuel.	507
C.	<i>Violence</i>	
576.	Définition.	509
577.	Application à la matière du divorce par consentement mutuel.	509
D.	<i>Lésion</i>	
578.	Définition.	510
579.	Application à la matière du divorce par consentement mutuel.	510

TITRE 4 La séparation de corps et de biens

CHAPITRE 1 Introduction

580.	Un divorce qui n'en est pas un.	515
------	--------------------------------------	-----

CHAPITRE 2 La séparation de corps et de biens

SECTION 1 Définition

581.	Définition.	517
------	------------------	-----

SECTION 2 Le principe du parallélisme avec le divorce

582.	Des causes et des procédures identiques.	517
------	---	-----

SECTION 3 Les effets de la séparation de corps et de biens

§ 1. — *Séparation de corps pour cause de désunion irrémédiable*

583.	Principe.	518
------	----------------	-----

§ 2. — *Séparation de corps et de biens par consentement mutuel*

584.	Principe.	519
------	----------------	-----

SECTION 4 La fin de la séparation de corps et de biens

585.	Principe.	520
------	----------------	-----

TITRE 5 La vie commune hors mariage

INTRODUCTION Généralités

586.	Notions de vie commune hors mariage.	526
------	---	-----

CHAPITRE 1 L'union libre

SECTION 1 Le droit commun

587.	Préliminaire.	529
------	--------------------	-----

588.	Effets personnels de l'union libre.	529
589.	Effets patrimoniaux de l'union libre.	530
590.	Libéralités entre concubins.	534
591.	La crise dans le couple non marié.	535
592.	Recours à des mécanismes de droit civil.	536

SECTION 2

L'organisation conventionnelle du concubinage

593.	Conditions de forme applicables aux conventions.	541
594.	Conditions de fond applicables aux conventions.	541
595.	Les clauses envisageables les plus fréquentes.	542
596.	Tontine et clause d'accroissement.	544

CHAPITRE 2

La cohabitation légale

SECTION 1

Le droit commun

§ 1. – Principe

597.	La loi du 23 novembre 1998.	547
------	----------------------------------	-----

§ 2. – *Champ d'application de la cohabitation légale*

598.	Conditions.	548
------	------------------	-----

§ 3. – *Régime d'adhésion de la cohabitation légale*

599.	La déclaration d'adhésion.	549
------	---------------------------------	-----

§ 4. – *Cohabitation légale simulée*

600.	Refus d'acter la déclaration de cohabitation.	550
601.	Surséance à acter la déclaration de cohabitation.	551

§ 5. – *Dissolution de la cohabitation légale*

602.	Modes normaux de dissolution de la cohabitation légale.	551
603.	Modes de dissolution instaurés par la loi du 2 juin 2013. ...	553

§ 6. – *Effets juridiques de la cohabitation légale*

604.	Absence d'effets personnels.	553
605.	Effets patrimoniaux.	553
606.	La vocation successorale du cohabitant légal.	557

§ 7. – *Intervention contentieuse du tribunal de la famille*

607.	Principe.	559
------	----------------	-----

608.	Procédure.	559
609.	Mesures.	560
610.	Cessation des mesures.	561

SECTION 2

L'organisation conventionnelle de la cohabitation légale

611.	Conditions de forme applicables aux conventions.	561
612.	Conditions de fond applicables aux conventions.	561
613.	Les types de clauses envisageables.	562
614.	Les effets de la convention.	563

TITRE 6

La filiation

CHAPITRE 1

Notion et historique

SECTION 1

Définition

615.	Parenté en ligne directe et parenté au premier degré.	567
------	--	-----

SECTION 2

L'évolution du droit de la filiation

616.	Évolution et principe d'égalité.	567
617.	Code civil de 1804.	568
618.	Loi du 31 mars 1987.	569
619.	Loi du 1 ^{er} juillet 2006.	572
620.	Équilibrage du droit de la filiation.	572
621.	Sécurisation du droit de la filiation.	574
622.	Adaptation du droit de la filiation.	574
623.	Censure de la loi de 2006 par la Cour constitutionnelle.	575
624.	Coparenté dans les couples lesbiens.	575

CHAPITRE 2

Les enjeux et concepts fondamentaux

SECTION 1

Le caractère d'ordre public

625.	Exigence d'un lien légal et indisponibilité.	577
626.	Caractère judiciaire des modifications.	578

SECTION 2

L'intérêt de l'enfant

627.	Rôle de l'intérêt de l'enfant selon les textes légaux.....	579
628.	Contrôle de l'intérêt de l'enfant dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle.	582

SECTION 3

Les liens du sang et du cœur

629.	Choix de la dualité.....	587
630.	Possession d'état : définition et conditions d'application.	588
631.	Fonctions de la possession d'état.....	590
632.	1° Preuve du lien de filiation.	590
633.	2° Fin de non-recevoir.	590
634.	Effet suspensif du délai de prescription de l'article 331 ^{ter} du Code civil.	591

SECTION 4

La possession d'état dans la jurisprudence
de la Cour constitutionnelle

635.	Censure du caractère « absolu » de la fin de non-recevoir....	591
636.	Respect de la vie privée et intérêt de l'enfant.....	595
637.	Référence à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.	597

CHAPITRE 3

La preuve

638.	Multitude de modes de preuve.....	601
------	-----------------------------------	-----

SECTION 1

L'acte de naissance

639.	Accouchement comme mode d'établissement de la filiation maternelle.....	601
------	--	-----

SECTION 2

Les présomptions légales

640.	Rôle des vraisemblances dans le droit de la filiation.....	601
641.	Modification du sens des présomptions légales.	603

SECTION 3

La reconnaissance

642.	Acte volontaire et personnel de déclaration de parenté.	603
643.	Reconnaissance de comaternité.....	604

SECTION 4

La possession d'état

644.	Rôle de présomption.	605
------	---------------------------	-----

SECTION 5

La preuve scientifique

645.	Expertise : principes et limites.	605
646.	Respect des droits fondamentaux.	607
647.	Expertise <i>post mortem</i>	610

SECTION 6

Les autres modes de preuve

648.	Preuve par toutes voies de droit.	611
------	--	-----

CHAPITRE 4

**Les modes d'établissement et de contestation
de la filiation**

649.	Différents modes dans les deux branches de la filiation.	613
------	---	-----

SECTION 1

La filiation maternelle

650.	Trois modes successifs.	614
------	------------------------------	-----

§ 1. – *Maternité établie par effet de la loi*

A. Établissement de la maternité par l'inscription du nom
de la mère dans l'acte de naissance

651.	Évolution législative.	615
------	-----------------------------	-----

B. Contestation de la maternité établie par l'inscription du nom
de la mère dans l'acte de naissance

652.	Conditions légales de l'action.	616
653.	Procréations médicalement assistées.	618

§ 2. – *Maternité établie par reconnaissance*

A. Établissement de la maternité par acte de reconnaissance

654.	Mode d'établissement subsidiaire.	621
655.	Consentements requis.	622
656.	Reconnaissance par une femme mariée.	625
657.	Exception : filiation incestueuse.	626

B. Contestation de la maternité établie par acte de reconnaissance

658.	Conditions légales de l'action.	627
------	--------------------------------------	-----

659.	Action réservée.	629
660.	Filtre supplémentaire de recevabilité pour certains titulaires.	629
661.	Délai de forclusion dérogatoire.....	629
662.	Action « 2 en 1 » pour le parent biologique.....	631
663.	Fondement.	632
664.	Procréations médicalement assistées.....	633

§ 3. – *Maternité établie par décision judiciaire*

A. *Établissement de la maternité par l'effet d'une décision
faisant droit à une action en recherche de maternité*

665.	Conditions légales de l'action.	635
666.	Consentements requis.	636
667.	Fondement.	637
668.	Exception : établissement judiciaire d'une maternité incestueuse.	637
669.	Établissement judiciaire de la maternité d'une femme mariée.	638
670.	Prescription.....	638
671.	Procréations médicalement assistées.....	638

B. *Contestation de la maternité établie par décision judiciaire*

672.	Absence de voies de nullité contre les jugements.	638
------	--	-----

SECTION 2

La filiation paternelle

673.	Modes d'établissement.	639
------	-----------------------------	-----

§ 1. – *Paternité établie par effet de la loi*

A. *Établissement de la paternité par application de la présomption
légale à l'égard du mari de la mère*

674.	Notion et fondement.	639
675.	Champ d'application de la présomption de paternité.	640
676.	Désactivation de la présomption de paternité.....	642

B. *Contestation de la paternité établie par application
de la présomption légale à l'égard du mari de la mère*

677.	Conditions légales de l'action.	644
678.	Double fondement.	645
679.	Délais de forclusion dérogatoires.	647

680.	Délais de forclusion et jurisprudence de la Cour constitutionnelle.	648
681.	Action « 2 en 1 » pour le père biologique.	653
682.	Procréations médicalement assistées.	654

§ 2. – *Paternité établie par reconnaissance*

A. Établissement de la paternité par acte de reconnaissance

683.	Mode d'établissement habituel hors mariage.	655
684.	Consentements requis.	656
685.	Âge de l'enfant au jour de l'introduction de la demande. ...	658
686.	Intérêt de l'enfant.	659
687.	Cas particulier : l'enfant né d'un homme qui a violé la mère.	660
688.	Reconnaissance par un homme marié.	661
689.	Exception : filiation incestueuse.	662

B. Contestation de la paternité établie par acte de reconnaissance

690.	Conditions légales de l'action.	662
691.	Action réservée.	664
692.	Filtre supplémentaire de recevabilité pour certains titulaires.	664
693.	Délai de forclusion dérogatoire.	665
694.	Fin de non-recevoir.	666
695.	Action « 2 en 1 » pour le parent biologique.	666
696.	Fondement.	667
697.	Procréations médicalement assistées.	667

§ 3. – *Paternité établie par décision judiciaire*

A. Établissement de la paternité par l'effet d'une décision faisant droit à une action en recherche de paternité

698.	Conditions légales de l'action.	667
699.	Consentements requis.	669
700.	Fondement.	670
701.	Exception : établissement judiciaire d'une paternité incestueuse.	671
702.	Établissement judiciaire de la paternité d'un homme marié.	672
703.	Prescription.	672
704.	Procréations médicalement assistées.	673
705.	Alternative : l'action alimentaire non déclarative de filiation.	673

B. Contestation de la paternité établie par décision judiciaire	
706. Voies de recours.....	675
SECTION 3	
Le régime commun à toutes les actions relatives à la filiation	
707. Énumération des actions.....	676
708. Compétence <i>ratione materiae</i> et <i>ratione loci</i>	677
709. Enfant à naître.	677
710. Prescription.....	678
711. Indisponibilité et indivisibilité.	679
712. Parties à la cause.	680
713. Publicité des décisions.....	682
SECTION 4	
La coparenté d'origine des enfants nés au sein d'un couple lesbien	
714. L'établissement de la comaternité.	682
715. La coparenté d'origine.	683
716. Refus de consentement à la reconnaissance.....	684
717. Contestation de la présomption de parenté.	684
718. Contestation de la reconnaissance.	685
719. Action en recherche de comaternité.	685
720. Entrée en vigueur de la loi.....	685
CHAPITRE 5	
Les effets de la filiation	
721. Le principe d'égalité.....	687
722. Droits et obligations fondés sur la filiation.	688
TITRE 7	
L'adoption	
CHAPITRE 1	
L'adoption dans l'espace et dans le temps	
723. Perspective historique.	691
CHAPITRE 2	
Introduction et règles générales	
SECTION 1	
Introduction	
724. Notions.	697

725.	Adaptation du droit interne aux règles internationales.....	698
------	---	-----

SECTION 2

Le critère fondamental de l'intérêt de l'enfant

726.	Le fil conducteur de la réforme.....	699
727.	Mise en œuvre de cet intérêt dans la jurisprudence de la Cour de cassation et de la Cour européenne des droits de l'homme.	699
728.	Applications concrètes de l'intérêt de l'enfant.....	702

SECTION 3

Les sources de la réforme

729.	Multiplicité des textes applicables.	704
730.	Convention de La Haye du 29 mai 1993.....	704
731.	Code de droit international privé.....	704
732.	Droit fédéral.	705
733.	Le droit communautaire.	706

SECTION 4

Autre motif de complexité : le report de l'entrée en vigueur de la loi

734.	Entrée en vigueur reportée et lois réparatrices.....	706
------	--	-----

CHAPITRE 3

Le droit fédéral de l'adoption

735.	Adoption interne et adoption internationale.	709
------	---	-----

SECTION 1

Droit interne

736.	Plan.	710
	§ 1. – <i>Conditions de fond de l'adoption</i>	
737.	Deux types d'adoption.	710
738.	Conditions fondamentales de toute adoption.....	710
739.	Conditions de fond dans le chef de l'adopté.	710
740.	Conditions de fond dans le chef des parents d'origine de l'enfant mineur adopté.	712
741.	Conditions de fond dans le chef des adoptants.	714
742.	Choix motivé entre adoption simple et adoption plénière. ..	716
	§ 2. – <i>Droit à la connaissance des origines</i>	
743.	Information de l'adopté.....	716

<i>§ 3. – Cessation de l'adoption</i>	
744.	Causes de cessation. 717
<i>§ 4. – Nouvelle adoption</i>	
745.	Hypothèses visées. 717
<i>§ 5. – Procédure en droit interne (C. jud., art. 1231-1 à 1231-25 et 1231-53 à 1231-56)</i>	
746.	L'adoption comme institution judiciaire. 718
747.	Adopté majeur. 719
748.	Adopté mineur. 719
<i>§ 6. – Cas particuliers de refus de consentement</i>	
749.	Adoption intrafamiliale au sein du couple homosexuel. 722

SECTION 2

L'adoption internationale

<i>§ 1. – Remarques préalables sur la notion d'adoption internationale</i>	
750.	Terminologie. 725
751.	L'adoption présentant un élément d'extranéité. 726
752.	L'adoption impliquant un déplacement international de l'enfant adopté. 726
<i>§ 2. – Compétence des juridictions belges</i>	
753.	Établissement du lien de filiation adoptive. 727
754.	Conversion et révocation d'une adoption. 727
755.	Révision d'une adoption. 727
<i>§ 3. – Loi applicable par les juridictions belges</i>	
A. Conditions d'établissement de l'adoption	
756.	Principe. 727
757.	Clause d'exception. 728
758.	a) L'intérêt supérieur de l'adopté. 728
759.	b) Les liens manifestement étroits avec la Belgique. 730
B. Consentement à l'adoption	
760.	Loi applicable au consentement. 731
C. Conversion, révocation et révision de l'adoption	
761.	Loi applicable à la modification de l'adoption. 731

§ 4. – <i>Déroulement d'une procédure d'adoption internationale impliquant un déplacement transfrontière de l'enfant</i>	
762. Schéma de la procédure.	732
§ 5. – <i>Reconnaissance d'une décision d'adoption prononcée à l'étranger</i>	
763. Généralités.	733
A. Accueil d'une adoption étrangère non régie par la Convention de La Haye	
1. <i>Reconnaissance d'une décision d'adoption étrangère</i>	
764. Article 72 du Code de droit international privé.	734
765. Applicabilité des conditions générales de reconnaissance prévues au chapitre I ^{er} du Code de droit international privé.	735
766. Conditions prévues dans le Code civil.	737
2. <i>Reconnaissance des décisions d'adoption étrangères révoquant, révisant ou annulant une adoption étrangère</i>	
767. Décisions de révocation ou de révision d'une adoption étrangère.	738
768. Décisions d'annulation des décisions d'adoption étrangères. .	739
B. Accueil d'une adoption régie par la Convention de La Haye	
769. Accueil de l'adoption étrangère.	739
SECTION 3	
Le droit communautaire	
770. Compétences des communautés.	739
771. Décrets de la Communauté française.	740
SECTION 4	
Les effets de l'adoption	
§ 1. – <i>Adoption simple</i>	
772. Principes.	742
A. Nom et prénoms de l'adopté	
773. Droit applicable.	742
774. Dispositions nouvelles du droit belge pour les adoptés mineurs.	742
775. Nom de l'adopté majeur.	743
776. Modification du prénom.	744

B. Autorité parentale		
777. Titularité.		744
778. Règles particulières à l'adoption intrafamiliale.		744
C. Obligations alimentaires		
779. Dans la famille adoptive.		745
780. Dans la famille d'origine.		746
D. Droits successoraux		
781. Dans la famille d'origine.		747
782. Dans la famille adoptive.		747
783. Succession de l'adopté.		747
784. Conséquences fiscales.		748
E. Empêchements à mariage		
785. Empêchements dans la famille adoptive et dans la famille d'origine.		748
§ 2. – <i>Adoption plénière</i>		
786. Rupture des liens avec la famille d'origine.		748
A. Nom et prénoms		
787. Règles nouvelles d'attribution du nom.		749
788. Changement du prénom.		749
B. Autorité parentale		
789. Rupture avec la famille d'origine et droit commun de l'autorité parentale.		749
C. Empêchements à mariage		
790. Dans la famille d'origine et dans la famille adoptive.		750
SECTION 5		
Conclusion		
791. Complexité du droit de l'adoption.		750
792. Contraintes imposées aux candidats adoptants.		751

TITRE 8

L'obligation alimentaire

CHAPITRE 1

L'obligation alimentaire, expression de la solidarité familiale

793. Définition et principes généraux.		757
---	--	-----

794.	Droit international privé – Renvoi.	760
------	--	-----

CHAPITRE 2

Les sources de l'obligation alimentaire et la typologie

795.	Obligations alimentaires légales et obligation naturelle.....	761
------	---	-----

SECTION 1

Les dispositions légales

796.	Les sources d'obligations alimentaires légales.	761
------	--	-----

797.	Autres relations parentales : aucune obligation légale.	770
------	--	-----

SECTION 2

La typologie des obligations alimentaires légales

798.	Nécessité d'une typologie.	771
------	---------------------------------	-----

799.	Obligations alimentaires étendues : définition.	771
------	--	-----

800.	Obligations alimentaires limitées : définition.....	771
------	---	-----

801.	Obligations alimentaires dégénérées en charge successorale : définition.....	772
------	---	-----

CHAPITRE 3

Le régime général des obligations alimentaires

802.	Le droit commun des obligations alimentaires.	775
------	--	-----

SECTION 1

Le caractère personnel et intransmissible de l'obligation alimentaire

803.	Caractère personnel et intransmissible : principe et exceptions.	775
------	--	-----

SECTION 2

L'obligation alimentaire, l'ordre public et la convention

804.	Ordre public et conventions.	776
------	-----------------------------------	-----

SECTION 3

Les obligations alimentaires sont des grandeurs mathématiques

805.	Caractère mathématisable.....	783
------	-------------------------------	-----

806.	Objectivisation du montant des pensions alimentaires.....	786
------	---	-----

SECTION 4

La hiérarchie des obligations alimentaires

807.	Existence d'une hiérarchie.	790
------	----------------------------------	-----

808.	Principes directeurs de la hiérarchie.	791
------	---	-----

809.	Hypothèses non résolues.....	794
------	------------------------------	-----

SECTION 5

L'obligation alimentaire dans le temps

810. Naissance du besoin d'aliment au jour le jour. 795
- § 1. – *Préexistence du droit à la demande en justice*
811. Préexistence du droit à l'action. 796
- § 2. – *Imprescriptibilité du droit, prescriptibilité des arrérages*
812. Droit imprescriptible, arrérages prescriptibles. 800
- § 3. – *Variabilité dans le temps : modification et indexation des pensions*
813. Variabilité dans le temps, modification des pensions
et autorité de chose jugée *rebus sic stantibus*. 803
814. Indexation. 805

SECTION 6

L'obligation alimentaire et la faute

815. Obligation alimentaire et faute : rapports complexes. 806

SECTION 7

Les règles procédurales de l'obligation alimentaire

§ 1. – *Compétence*

816. Compétence matérielle et territoriale. 807

§ 2. – *Introduction par requête*

817. Introduction par requête. 807

§ 3. – *Action présumée urgente*

818. Action réputée urgente. 808

SECTION 8

L'exécution des obligations alimentaires

§ 1. – *Modalités de l'exécution des obligations alimentaires*

A. Exécution en nature

819. Exécution en nature. 808

B. Paiement d'une pension alimentaire

820. Paiement d'une pension. 811

C. Paiement d'un capital

821. Versement d'un capital. 811

§ 2. – *Principe de l'exécution volontaire de l'obligation alimentaire*

822. Une généralité. 812

§ 3. — *Exécution forcée des obligations alimentaires*

A. Problématique		
823. Inexécution massive.....		813
B. Saisies		
1. <i>En général</i>		
824. Les saisies et le titre exécutoire.....		814
2. <i>Position privilégiée du créancier d'aliments : assiette élargie et priorité</i>		
825. Triple privilège du créancier d'aliments.....		815
C. Délégation de sommes		
1. <i>En général</i>		
826. <i>Ratio legis</i> et fonctionnement de l'institution.....		817
827. Avantages de la délégation de sommes par rapport à la saisie.....		820
D. Principales exceptions que le débiteur d'aliments peut tenter de faire valoir		
828. Introduction.....		822
1. <i>Cantonement et délais de grâce</i>		
829. Exclusion.....		822
2. <i>Compensation</i>		
830. Possible mais limitée.....		823
3. <i>Prescription</i>		
831. Quinquennale, sauf exception.....		824
4. <i>Contestation du titre ou de son caractère exécutoire</i>		
832. Nécessité d'un titre exécutoire.....		824
5. <i>Révision a priori et règlement collectif de dettes</i>		
833. Problématique.....		825
E. Service fédéral des créances alimentaires		
834. Origine et évolution de l'institution.....		827
835. Fonctionnement.....		829
F. Fichier central des jugements, arrêts et actes allouant une pension alimentaire		
836. Un nouvel instrument d'information.....		834

SECTION 9

Les conséquences pénales du non-paiement
des obligations alimentaires

837.	Infractions spécifiques.	836
------	-------------------------------	-----

SECTION 10

Le régime fiscal des obligations alimentaires

838.	Principes.	838
------	-----------------	-----

CHAPITRE 4

Les obligations alimentaires étendues

839.	Issues du mariage et de la filiation.	841
------	--	-----

SECTION 1

Le devoir de secours entre époux

§ 1. – *Maintien du train de vie du couple tout au long du mariage*

840.	Le secours tout au long du mariage.	841
841.	Référence au train de vie des époux.	844
842.	Paramètres et mode de fixation du secours alimentaire entre époux – Principes.	846
843.	Paramètres et mode de fixation du secours alimentaire entre époux – Applications.	849
844.	Appréciation des revenus occultes ou des revenus virtuels des deux époux – Applications.	850
845.	Appréciation des revenus potentiels de l'époux créancier du devoir de secours alimentaire entre époux – Applications.	852
846.	Appréciation des revenus potentiels de l'époux débiteur du devoir de secours alimentaire entre époux – Applications.	855
847.	Aide du C.P.A.S. accordée à un époux – Applications.	856
848.	Prise en considération des revenus de capitaux et de la gestion de ceux-ci par le débiteur d'aliments – Application.	857
849.	Limitation dans le temps du secours alimentaire entre époux – Applications.	859
850.	Prise en considération des charges courantes supportées par les deux époux – Applications.	860
851.	Prise en considération des revenus de l'indivision – Application.	862

852.	Loyauté procédurale et collaboration dans l'administration de la preuve des revenus et charges des parties – Principe et application.	862
853.	Fixation du quantum du secours alimentaire entre époux – Applications.....	865
854.	Modalités d'exécution du devoir de secours entre époux autres que le paiement d'une pension alimentaire – Occupation gratuite de la dernière résidence conjugale à titre de devoir de secours entre époux – Autorité de la chose jugée par le juge de paix ou en référé, pendant l'instance en divorce, lors des opérations de liquidation et partage du régime matrimonial – Principes.....	866
855.	Occupation gratuite de la dernière résidence conjugale à titre de devoir de secours entre époux – Autorité de la chose jugée en référé, pendant l'instance en divorce, lors des opérations de liquidation et partage du régime matrimonial – Applications.....	869
856.	Occupation gratuite de la dernière résidence conjugale à titre de devoir de secours entre époux – Octroi – Applications.....	870
857.	Paiement de dettes auxquelles les deux époux sont tenus au titre de secours alimentaire – Applications.	871
	§ 2. – <i>Entre époux cohabitants, une obligation absorbée</i>	
858.	L'absorption du secours par les charges du mariage.....	871
	§ 3. – <i>Entre époux séparés, l'intervention de la notion de faute</i>	
859.	Les époux séparés, le secours et la faute.	872

SECTION 2

Les pensions après divorce

860.	Introduction.	877
	§ 1. – <i>Pension après divorce pour cause de désunion irrémédiable</i>	
	A. Introduction	
861.	Une pension alimentaire réformée.	877
862.	Imprécisions et incertitudes.	879
	B. Titularité du droit à la pension alimentaire	
	1. <i>État de besoin au sens de l'article 301, § 2, du Code civil</i>	
863.	L'époux dans le besoin.....	880
864.	Incertitudes et hésitations.....	880

865.	Définition de l'état de besoin.....	882
2. <i>État de besoin résultant d'une décision unilatérale du créancier</i>		
866.	Une exception à la demande de pension alimentaire.	883
C. Faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune		
1. <i>Principes et définition</i>		
867.	Principes.	883
868.	Définition.	884
869.	Exemples tirés de la jurisprudence.	885
2. <i>Administration de la preuve</i>		
870.	Principes.	887
871.	Absence d'autorité de la chose jugée du jugement de divorce pour cause de désunion irrémédiable.	887
3. <i>Décision intervenant à titre déclaratoire</i>		
872.	Principes et controverses.	888
D. <i>Quantum de la pension alimentaire</i>		
1. <i>Principes</i>		
873.	Peu de critères objectifs ou mathématisables.	890
2. <i>Ressources et capacités des parties</i>		
874.	Principes.	890
3. <i>Dégradation significative de la situation économique du bénéficiaire</i>		
875.	Principes.	891
876.	Controverses.....	891
877.	Critères actuels.	893
4. <i>Incidence de la liquidation-partage du régime matrimonial des parties</i>		
878.	Principes.	896
5. <i>Limitation au tiers des revenus nets du débiteur</i>		
879.	Principes.	897
6. <i>Indexation de la pension alimentaire</i>		
880.	Principes.	897

E. Pension provisionnelle

1. *Principes*

881. Objet et définition 898

2. *Octroi d'une pension provisionnelle dans l'attente de la mise en état*

882. Le droit à pension n'est pas contestable en son principe. 898

883. Incidence des opérations de liquidation-partage. 898

3. *Incidence de la faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune*

884. Principe..... 899

885. Répétition de l'indu. 900

4. *Quantum de la pension provisionnelle*

886. Principe..... 900

F. Durée de la pension alimentaire

887. Principes. 900

888. Point de départ. 900

889. Prolongation en cas de circonstances exceptionnelles 901

G. Révision, adaptation et suppression

1. *Principes*

890. Relativité de l'autorité de chose jugée en matière alimentaire. 901

891. Circonstances nouvelles et indépendantes de la volonté des parties. 902

892. Décès du débirentier..... 903

893. Remariage ou cohabitation légale du crédientier. 903

894. Concubinage du crédientier. 903

2. *Incidence de la liquidation-partage du régime matrimonial*

895. Principes 904

3. *Conventions emportant renonciation mutuelle des parties à solliciter la révision ou la suppression de la pension alimentaire*

896. Principes 904

H. Capitalisation

897. Principes. 905

I. Renonciation anticipée

898. Principes. 906

J. Délégation de sommes	
899. Principe.....	906
§ 2. – <i>Pension après divorce par consentement mutuel</i>	
A. Droit commun des contrats	
1. <i>Principe de la convention-loi</i>	
900. Une nature conventionnelle.....	907
a) Avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 avril 2007	
• <i>Immutabilité</i>	909
901. Principe.....	909
• <i>Incidence de la force majeure, des théories de l'imprévision ou de l'abus de droit sur le principe de l'immutabilité</i>	910
902. La force majeure.	910
903. La théorie de l'imprévision.	911
904. L'abus de droit.....	912
• <i>Les clauses de révision et leur interprétation</i>	913
905. Principes.	913
906. L'interprétation des clauses de révision.	914
907. Règles procédurales.....	916
• <i>Révision amiable</i>	916
908. Principe.....	916
b) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 avril 2007	
909. Article 1288, dernier alinéa, du Code judiciaire.	916
910. Principe.....	916
911. Application de la révision légale à défaut tant de clause contraire que de clauses de révision plus restrictives.	917
912. Application dans le temps des dispositions légales.	918
913. <i>Quid</i> du silence des conventions et de l'apparition ultérieure d'un état de besoin chez l'un des ex-conjoints ? .	919
914. Transmissibilité passive de la pension conventionnelle.	920
915. Persistance de la pension conventionnelle en cas de remariage, de cohabitation légale ou de concubinage, sauf clause contraire ou révision éventuelle.	920
2. <i>Règles d'interprétation de la clause des conventions afférente à la pension alimentaire</i>	
916. Renvoi.	920

B. Révision, modification et suppression

1. *Principe de la convention-loi*

917. La convention fait la loi des parties. 920

918. Conséquences. 921

2. *Abus de droit et autres tempéraments issus du droit des obligations*

919. Renvoi. 921

SECTION 3

Les aliments en faveur des enfants économiquement mineurs

§ 1. – *Obligation d'entretien et d'éducation des enfants*

A. Définition et règles générales

920. Fondement légal. 922

921. Contenu et caractéristiques particulières de l'obligation. 923

B. Obligation et contribution à la dette

922. Rapports juridiques en présence. 925

923. Le créancier de l'obligation. 925

924. Les débiteurs de l'obligation. 926

925. Cas particulier quant à l'obligation à la dette : parâtre
et marâtre. 927926. Cas particulier d'obligation à la dette : conjoint
et cohabitant légal. 927

C. Étendue de l'obligation quant à son objet

1. *Quantum de l'obligation*

927. Obligation à la dette. 928

928. Contribution à la dette. 928

929. Inexécution des obligations et recherche de prévisibilité. 929

2. *Prévisibilité et méthode de calcul des contributions alimentaires*

930. Objectif du législateur. 930

931. Les méthodes de calcul dans la loi du 19 mars 2010. 932

932. La motivation précise de la décision. 933

933. Observations relatives à l'obligation de motivation. 934

934. Les accords. 934

935. Les facultés contributives. 935

936. Le coût de l'enfant. 936

937. L'avenir des méthodes d'objectivation. 936

3. <i>Problématique des frais exceptionnels</i>		
938.	Définition de la problématique.	937
939.	Incidence de la loi du 19 mars 2010 sur les contestations possibles quant aux frais extraordinaires.	939
940.	Le « compte enfant ».	940
4. <i>Variation de la contribution alimentaire</i>		
941.	Indexation des contributions alimentaires.	942
942.	Modification des contributions alimentaires.	942
943.	Variabilité définie <i>ab initio</i>	944
D. Étendue de l'obligation dans le temps		
1. <i>Autorité parentale et obligation d'entretien</i>		
944.	Autonomie ou interdépendance ?	944
945.	Conséquences des modalités d'exercice de l'autorité parentale sur l'obligation d'entretien en cas de séparation des parents.	946
2. <i>Durée de l'obligation</i>		
946.	Obligation d'entretien et d'éducation et établissement de la filiation.	946
947.	Cas particulier de la transmission de l'obligation au conjoint survivant du parent ou au cohabitant légal survivant.	947
3. <i>Formation adéquate</i>		
948.	Notion.	947
949.	Applications.	947
E. Procédure		
950.	Tribunaux compétents : de la pluralité des compétences au tribunal de la famille.	950
951.	Le titulaire du droit d'action.	950
952.	Intentement de l'action alimentaire : recours de l'enfant mineur contre ses parents.	951
§ 2. – <i>Obligation alimentaire non déclarative de filiation</i>		
953.	Une survivance historique.	952
954.	Régime juridique.	953
955.	Utilité sociale.	954

§ 3. — *Enfant adopté simplement*

956.	Assimilation de l'enfant adopté à l'enfant biologique.....	954
------	--	-----

SECTION 4

La cohabitation légale

957.	Une obligation paradoxale.....	955
958.	Fin de l'obligation.....	956
959.	Création conventionnelle d'une obligation alimentaire ?.....	957

CHAPITRE 5

**Les obligations alimentaires restreintes
aux besoins élémentaires de la vie**

SECTION 1

Le régime général des obligations alimentaires restreintes

§ 1. — *État de besoin*

960.	Définition de l'état de besoin.....	959
------	-------------------------------------	-----

§ 2. — *Caractère subsidiaire de l'obligation, état de besoin involontaire
et notion de faute*

961.	Caractère subsidiaire de la notion.....	960
------	---	-----

§ 3. — *Caractère réciproque*

962.	Caractère réciproque de l'obligation.....	961
------	---	-----

SECTION 2

Les diverses obligations alimentaires restreintes

§ 1. — *Ascendants et descendants*

963.	Lien de parenté en ligne directe.....	962
964.	Frais de dernière maladie et de funérailles.....	963

§ 2. — *Adoptés et adoptants dans l'adoption simple*

965.	Adoption simple, personnes majeures.....	964
------	--	-----

§ 3. — *Beaux-parents, gendres et brus*

966.	Effet alimentaire de l'alliance.....	965
------	--------------------------------------	-----

CHAPITRE 6

**Les obligations alimentaires dégénérées
en charges successorales**

SECTION 1

Le régime général

967.	Raison d'être.....	967
------	--------------------	-----

968.	Idéaltype.....	967
------	----------------	-----

SECTION 2

Les cas d'application

969.	Cas d'application.	968
------	-------------------------	-----

SECTION 3

La distinction des pensions dégénérées en charges successorales d'avec le cas de la marâtre ou du parâtre

970.	Distinction de notions proches.	970
------	--------------------------------------	-----

CHAPITRE 7

Les obligations alimentaires naturelles

SECTION 1

Le régime juridique de l'obligation naturelle

971.	Conditions : devoir moral et novation volontaire.	971
972.	Effet : exception à la répétition du paiement.	972
973.	Effet : poursuite de l'obligation dans le futur.	972
974.	Concours de l'obligation naturelle et d'une obligation légale.	974

SECTION 2

Les cas d'obligation alimentaire naturelle

975.	Cas d'application.	975
------	-------------------------	-----

PARTIE 3

LES INCAPABLES

TITRE 1

Généralités

976.	Incapables mineurs et majeurs.	981
------	-------------------------------------	-----

TITRE 2 Les incapables mineurs

CHAPITRE 1 L'autorité parentale et le droit d'hébergement

SECTION 1 L'autorité parentale

§ 1. – Généralités

A. Notion, finalité et durée de l'autorité parentale		
977. Notion et finalité.....	988	
978. Caractères et durée.....	989	
B. Évolution historique		
979. Évolution du concept.....	990	
980. Droit romain et ancien régime.....	990	
981. Code Napoléon.....	991	
982. Vers une régulation judiciaire des droits parentaux : le rôle moteur de la jurisprudence.....	994	
983. Train des réformes législatives (1965-1995).....	997	
		§ 2. – Titularité de l'autorité parentale
A. Titulaires de l'autorité parentale		
984. Parents légaux.....	1002	
B. Attributs de l'autorité parentale		
985. Attribution de plein droit.....	1004	
986. Droit d'hébergement.....	1005	
987. Aligement des règles relatives à l'administration des biens.....	1005	
988. Domicile de l'enfant mineur.....	1006	
989. Obligation mutuelle de respect.....	1006	
		§ 3. – Exercice de l'autorité parentale
A. Principe : exercice conjoint de l'autorité parentale		
1. Entre parents		
990. Portée de la règle.....	1007	
991. Champ d'application.....	1009	
992. Recours.....	1010	

2. <i>À l'égard des tiers</i>	
993.	Présomption d'entente parentale..... 1011
994.	Tiers de bonne foi. 1012
995.	Champ d'application de la présomption. 1013
996.	Exceptions prévues par la loi. 1013
997.	Voies de fait. 1014
B. Exception : exercice exclusif de l'autorité parentale	
998.	Régime d'exception. 1015
999.	Droits du parent exclu. 1016
1000.	Charge de la preuve. 1016
1001.	Absence d'objection de principe. 1017
1002.	Faits pertinents..... 1018
1003.	Persistance d'un climat conflictuel. 1019
1004.	Rôle du ministère public. 1020
1005.	Sanction d'une voie de fait. 1020
C. Tempérament : exercice modalisé de l'autorité parentale	
1006.	Exercice exclusif modalisé..... 1020
1007.	Exercice conjoint modalisé. 1021
D. Actions en matière d'autorité parentale	
1008.	Objet des recours judiciaires..... 1021

SECTION 2

Le droit d'hébergement

§ 1. – *Généralités*

A. Notion, finalité, distinction	
1009.	Notion et finalité. 1023
1010.	Régime distinct de l'autorité parentale. 1023
1011.	Terminologie. 1025
B. Évolution historique	
1012.	Absence de cadre légal. 1025
1013.	Première loi relative à l'hébergement. 1027
§ 2. – <i>Attribution et exercice du droit d'hébergement</i>	
A. Titulaires du droit d'hébergement	
1014.	Les parents légaux. 1027

B. Différents modèles d'hébergement

1. *Priorité à l'hébergement égalitaire*

1015.	Contexte de la réforme.....	1028
1016.	<i>Ratio legis</i>	1030
1017.	Faveur accordée par la loi.....	1031
1018.	Trois réserves.....	1031
1019.	Charge de la preuve.....	1032
1020.	Dérogations.....	1033
1021.	Mission de conciliation et saisine permanente.....	1033

2. *Autres modèles d'hébergement*

1022.	Hébergement de type 5/9.....	1033
1023.	Hébergement dit « classique ».....	1034
1024.	Hébergement encadré.....	1035
1025.	Suspension du droit d'hébergement.....	1035

C. Mesures d'investigation

1. *Audition de l'enfant*

1026.	Historique.....	1036
1027.	Finalité.....	1037
1028.	Enfant mineur.....	1037
1029.	Modalités de l'audition.....	1038
1030.	Pas de qualité de partie.....	1038
1031.	Règles procédurales.....	1038

2. *Expertise psychologique*

1032.	Expertise judiciaire.....	1038
-------	---------------------------	------

3. *Autres mesures d'investigation*

1033.	Enquêtes sociale et de police.....	1039
-------	------------------------------------	------

D. Exécution des décisions en matière d'hébergement

1034.	Sur le plan pénal.....	1039
1035.	Sur le plan civil.....	1039
1036.	La reprise forcée de l'enfant.....	1040
1037.	L'astreinte.....	1041
1038.	Inversion du droit d'hébergement à titre de sanction.....	1041

SECTION 3

Le droit aux relations personnelles au profit de tiers

1039.	Principes.....	1041
-------	----------------	------

1040.	Octroi du droit.	1042
1041.	Grands-parents.	1043
1042.	Père biologique.	1045
1043.	Autres tiers.	1045

CHAPITRE 2

La protection patrimoniale des mineurs

1044.	Généralités – Division.	1047
-------	------------------------------	------

SECTION 1

La capacité résiduelle du mineur non émancipé

1045.	Généralités.	1048
-------	-------------------	------

§ 1. – Actes juridiques pouvant être valablement accomplis par le mineur seul

1046.	Actes visés.	1049
1047.	a) Actes n’admettant pas la représentation.	1049
1048.	b) Actes autorisés par la loi ou la jurisprudence.	1051
1049.	c) Actes conservatoires.	1053
1050.	Focus sur les actions en justice.	1053

§ 2. – Actes interdits aux mineurs

1051.	Nullité de plein droit et dispense de restitution.	1054
1052.	Types de nullité.	1055
1053.	a) Actes nuls en la forme.	1055
1054.	b) Actes rescindables pour lésion.	1056
1055.	Actes réductibles pour excès – Renvoi.	1057
1056.	Représentation du mineur.	1057

SECTION 2

Le mineur sous autorité parentale

§ 1. – Généralités

1057.	Autorité parentale, administration légale et droit de jouissance légale.	1058
-------	--	------

§ 2. – Administration et représentation par le ou les parent(s)

1058.	Généralités.	1059
1059.	Conflit d’intérêts – Renvoi.	1061

§ 3. – Jouissance légale

1060.	Généralités.	1061
-------	-------------------	------

1061.	Exceptions.	1062
1062.	Responsabilité des parents.	1062
§ 4. — <i>Actes requérant une autorisation judiciaire préalable</i>		
1063.	Principe.	1063
1064.	Liste d'actes.	1064
1065.	1° Aliéner les biens du mineur.	1065
1066.	2° Emprunter.	1067
1067.	3° Hypothéquer ou donner en gage les biens du mineur.	1068
1068.	4° Consentir un bail.	1068
1069.	5° Renoncer à ou accepter une succession ou un legs universel ou à titre universel.	1069
1070.	6° Accepter une donation ou un legs à titre particulier.	1070
1071.	7° Conclure un pacte d'indivision.	1072
1072.	8° Acheter un bien immeuble.	1072
1073.	9° Transiger ou conclure une convention d'arbitrage.	1073
1074.	10° Continuer un commerce.	1074
1075.	11° Aliéner des souvenirs.	1074
1076.	12° Disposer des biens frappés d'indisponibilité.	1074
1077.	Exception : les actions en justice.	1075
1078.	Éléments de procédure.	1075
1079.	Conflits d'intérêts.	1076

SECTION 3

Le mineur sous tutelle

§ 1. — *Généralités*

1080.	Notion.	1078
1081.	Grands axes de la réforme.	1079

§ 2. — *Moments où s'ouvre la tutelle*

1082.	Principe.	1080
1083.	Décès des père et mère.	1080
1084.	Père et mère légalement inconnus.	1081
1085.	Père et mère dans l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale.	1081
1086.	Actualité législative.	1082
1087.	Conclusion.	1084

§ 3. — *Organes de la tutelle*

1088.	Énonciation.	1085
-------	-------------------	------

A. Tuteur	
1089.	Notion. 1085
1090.	Choix du tuteur. 1085
1091.	Désignation du tuteur. 1086
1092.	Désignation de deux tuteurs. 1087
1093.	Caractère de la tutelle. 1088
1094.	Empêchements. 1089
B. Subrogé tuteur	
1095.	Désignation. 1090
1096.	Mission. 1090
C. Juge de paix	
1097.	Compétence territoriale. 1091
1098.	Mission. 1092
D. Procureur du Roi	
1099.	Rôles. 1093
E. Pupille	
1100.	Pouvoirs. 1094
<i>§ 4. – Fonctionnement de la tutelle</i>	
A. Ouverture de la tutelle	
1101.	Inventaire. 1094
1102.	Fixation du budget. 1095
1103.	Garanties imposées au tuteur. 1096
1104.	Mesures urgentes. 1097
B. Pouvoirs du tuteur à l'égard de la personne de l'enfant	
1105.	Rôle éducatif du tuteur. 1098
C. Pouvoirs du tuteur à l'égard du patrimoine de l'enfant	
1106.	Pouvoirs de gestion du tuteur. 1099
<i>1. Actes nécessitant une autorisation préalable du juge de paix</i>	
1107.	Principe. 1099
1108.	1° Aliéner les biens du mineur. 1100
1109.	2° Emprunter. 1102
1110.	3° Hypothéquer ou donner en gage les biens du mineur. 1103
1111.	4° Consentir un bail. 1104

1112.	5° Renoncer à ou accepter une succession ou un legs universel ou à titre universel.	1104
1113.	6° Accepter une donation ou un legs à titre particulier.	1105
1114.	7° Représenter le mineur en justice comme demandeur. ...	1106
1115.	8° Conclure un pacte d'indivision.	1107
1116.	9° Acheter un bien immeuble.	1107
1117.	10° Transiger ou conclure une convention d'arbitrage.	1108
1118.	11° Continuer un commerce.	1108
1119.	12° Aliéner des souvenirs.	1108
1120.	13° Disposer des biens frappés d'indisponibilité.	1109
1121.	Parallélisme entre autorité parentale et tutelle.	1109
2. <i>Actes supposant le contreseing du subrogé tuteur</i>		
1122.	Contreseing du subrogé tuteur.	1110
3. <i>Actes interdits</i>		
1123.	Actes interdits au tuteur.	1111
4. <i>Autres actes</i>		
1124.	Actes non expressément visés par la loi.	1111
5. <i>Sanction des actes irréguliers</i>		
1125.	Nullité.	1112
1126.	Responsabilité du tuteur et du subrogé tuteur.	1112
1127.	Responsabilité des tiers contractants.	1113
D. Dossier, comptes et rapports de tutelle		
1128.	Dossier individuel.	1113
1129.	Rapports et comptes annuels.	1113
E. Fin de la tutelle		
1130.	Causes de cessation.	1114
1131.	Reddition de compte définitive.	1115
§ 5. – <i>Tutelle officielle</i>		
1132.	Notion.	1116
1133.	Conditions, obligations et effets.	1116
1134.	Initiation et cessation.	1117
§ 6. – <i>Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés</i>		
1135.	Notion.	1118

SECTION 4

Le mineur émancipé

1136.	Généralités.	1119
	§ 1. – <i>Émancipation de plein droit</i>	
1137.	Conditions.	1119
	§ 2. – <i>Émancipation par décision du tribunal</i>	
1138.	Conditions.	1120
	§ 3. – <i>Effets de l'émancipation</i>	
1139.	Effets sur la personne du mineur émancipé	1121
1140.	Effets quant au patrimoine du mineur émancipé.	1122
	§ 4. – <i>Gestion du patrimoine du mineur émancipé</i>	
1141.	Actes pouvant être accomplis par le mineur seul.	1122
1142.	Actes requérant l'assistance du curateur.	1122
1143.	Actes requérant les mêmes formalités que sous tutelle.	1123
1144.	Actes interdits au mineur même émancipé.	1123
1145.	Sanction des actes irréguliers.	1124
	§ 5. – <i>Révocation de l'émancipation</i>	
1146.	Révocation.	1124

TITRE 3

Les incapables majeurs

CHAPITRE 1

Le nouveau régime de protection
des personnes majeures vulnérables

1147.	Introduction – Personnes à protéger.	1127
1148.	Requérants.	1129
1149.	Objectifs de la réforme.	1129
1150.	Lignes de force de la réforme.	1130

SECTION 1

La mise en concordance du droit avec le droit international

§ 1. – *Textes internationaux*

1151.	Convention des Nations unies.	1130
1152.	Recommandation européenne.	1131
1153.	2 ^e Recommandation européenne.	1132

1154.	Principe de nécessité.	1132
1155.	Proportionnalité et subsidiarité.....	1133
§ 2. – <i>Harmonisation et simplification de la protection</i>		
1156.	Statut unique.	1134
1157.	L’entourage.	1135
SECTION 2		
Les principes de base de la réforme		
§ 1. – <i>Axes de la réforme</i>		
1158.	Neufs principes de base.	1135
§ 2. – <i>Distinction entre le statut du majeur et le statut du mineur</i>		
1159.	Principe.....	1136
1160.	Structure.	1137
§ 3. – <i>Administration provisoire comme base du nouveau statut de protection</i>		
1161.	Principe.....	1137
1162.	Mineur de 17 ans.	1138
1163.	Mesures.....	1138
§ 4. – <i>Attention prêtée à la distinction entre les soins à la personne et la gestion des biens</i>		
1164.	Principe.....	1140
1165.	Choix des ou de l’administrateur.	1141
§ 5. – <i>Adaptation de la terminologie</i>		
1166.	Principe.....	1141
§ 6. – <i>Revalorisation de la personne de confiance</i>		
1167.	Principe.....	1141
1168.	Mission.	1142
§ 7. – <i>Association de la personne protégée au processus décisionnel</i>		
1169.	Principe.....	1143
1170.	Liste d’états de santé.	1143
§ 8. – <i>Rappel du droit commun de la capacité, l’incapacité devant demeurer l’exception</i>		
1171.	Principe.....	1144
1172.	Application.....	1145

§ 9. – <i>Priorité donnée au régime de protection extrajudiciaire</i>	
1173. Principe.....	1147

SECTION 3

La protection extrajudiciaire

§ 1. – <i>Protection des personnes majeures vulnérables au travers du mandat</i>	
1174. Introduction.	1148
1175. Priorité.	1148
§ 2. – <i>Contrat de mandat comme mode de protection extrajudiciaire</i>	
1176. Limitation aux biens.	1149
1177. Notion.	1149
1178. Enregistrement.....	1150
1179. Révocation.	1151
§ 3. – <i>Principe de continuité ou de prolongation du mandat de protection extrajudiciaire</i>	
1180. Principe.....	1151
1181. Exception.	1153
1182. Droit transitoire.	1153
§ 4. – <i>Rôle du juge au commencement de la protection extrajudiciaire</i>	
1183. L'exécution.	1153
1184. Coexistence.	1154
1185. Entrée en vigueur.	1155
1186. Autonomie de la volonté.	1156
§ 5. – <i>Rôles du mandant et du mandataire</i>	
1187. Actes du mandataire.	1157
1188. Actes du mandant.	1158
1189. Règles de base.	1159
1190. Concertation.	1160
1191. Conflit d'intérêts.	1160
§ 6. – <i>Rôle du juge dans l'encadrement et la fin de la protection extrajudiciaire</i>	
1192. Principe.....	1161
1193. Contrôle judiciaire.	1161
1194. Fin du mandat.....	1162

SECTION 4

La protection judiciaire de la personne

§ 1. — Généralités

1195.	Principe.....	1163
1196.	Principe.....	1163
1197.	Liste d'actes.	1164
1198.	Actes mixtes.....	1165
1199.	Droit médical.	1165

§ 2. — Assistance et représentation

1200.	Principe.....	1166
1201.	Assistance.	1167
1202.	Représentation.	1167
1203.	Utilisation des revenus.	1168

§ 3. — Protection face à l'incapacité prononcée

1204.	Introduction.	1168
-------	--------------------	------

A. Interdiction de toute assistance ou représentation par l'administrateur

1205.	Principe.....	1169
1206.	Liste d'actes.	1169
1207.	Hypothèses.....	1171

B. Autorisation préalable spéciale donnée par le juge de paix à l'administrateur pour représenter l'incapable

1. Généralités

1208.	Liste d'actes.	1172
1209.	Droit médical.	1172
1210.	Objectifs.....	1173

2. Divorce par consentement mutuel

1211.	Principe.....	1173
-------	---------------	------

3. Actes mixtes

1212.	Principe.....	1175
-------	---------------	------

C. Autorisation dérogatoire donnée à la personne vulnérable

1213.	Introduction.	1175
1214.	Actes personnels.....	1175

D. Régime de l'avis	
1215. Principe.....	1176
E. Intervention d'un tiers autre que l'administrateur	
1216. Principe.....	1177
1217. Autorité parentale.....	1177
F. Intervention du tuteur	
1218. Tutelle.....	1177
G. Modification de lois particulières	
1219. Droit médical.....	1177
H. Administration confiée aux parents de la personne majeure protégée	
1220. Principe.....	1178
§ 4. – <i>Autres modifications du Code civil</i>	
A. Mise en conformité des textes	
1221. Abrogation des anciens régimes d'incapacité – Conséquence.....	1179
B. Dérogation pour certains actes personnels	
1222. Principe.....	1179
1223. Application.....	1180
C. Avis de la personne protégée remplaçant le consentement à l'acte	
1224. Principe.....	1181
1225. Application.....	1181
D. Impossibilité ou incapacité d'exprimer sa volonté	
1226. Objectif.....	1182
1227. Application.....	1183
1228. Autorité parentale et tutelle.....	1183

SECTION 5

La protection judiciaire patrimoniale

§ 1. – *Généralités*

1229. Principe.....	1184
1230. Subsidiarité.....	1185
1231. Assistance et représentation.....	1186
1232. Prodiges.....	1186

1233.	États de santé graves.....	1186
1234.	Dérégation.....	1186
	§ 2. – <i>Pouvoirs de l'administrateur</i>	
1235.	Liste d'actes.....	1187
1236.	Donation.....	1188
1237.	Objectif.....	1189
	§ 3. – <i>Analyse d'actes particuliers</i>	
A.	Divorce par consentement mutuel	
1238.	Principe.....	1189
B.	Acceptation ou renonciation à une succession ou à un legs universel ou à titre universel	
1239.	Principe.....	1190
1240.	Exception.....	1190
C.	Acceptation (ou renonciation) à une donation ou à un legs particulier	
1241.	Principe.....	1191
D.	Disposition à titre gratuit entre vifs ou à cause de mort	
1242.	Principe.....	1191
1.	<i>Autorisation préalable pour faire une donation ou un testament</i>	
1243.	Principe.....	1192
1244.	Limitation temporelle.....	1193
1245.	Limitation conditionnelle.....	1193
1246.	Aptitude.....	1194
2.	<i>Donation par subrogation ou représentation</i>	
1247.	Introduction.....	1194
1248.	Principe.....	1195
1249.	Appréciation.....	1195
E.	Aliénation de biens	
1250.	Notion.....	1196
F.	Actes mixtes	
1251.	Principe.....	1197
G.	Modalités de la vente des biens meubles et immeubles	
1252.	Principe.....	1198

H. Souvenirs et objets à caractère personnel	
1253. Principe.....	1199
I. Sanction de l'absence d'autorisation préalable	
1254. Principe.....	1199

SECTION 6

La durée de la protection judiciaire et les sanctions

§ 1. – *Début et fin de la protection judiciaire*

1255. Début.....	1200
1256. Fin.....	1200
1257. Décès ou arrivée du terme.....	1201

§ 2. – *Protection judiciaire et sanctions*

A. Sanction des actes posés par la personne protégée pendant la mesure de protection	
1258. Actes personnels.....	1201
1259. Actes patrimoniaux.....	1201
1260. Nullité relative.....	1202
1261. Assistance.....	1203
1262. Prescription.....	1203
B. Sanction des actes posés par la personne protégée avant sa mise sous protection	
1263. Introduction.....	1204
1264. Principe.....	1204
1265. Héritiers.....	1205
C. Sanction des actes posés par l'administrateur de la personne protégée pendant sa mission	
1266. Principe.....	1206

SECTION 7

La procédure de mise sous statut de protection

1267. Introduction.....	1207
§ 1. – <i>Requête de mise sous statut de protection</i>	
1268. Requérrants.....	1207
1269. Passerelles.....	1208
1270. Requête unilatérale.....	1209
1271. Énonciations.....	1211

§ 2. – *Certificat médical à joindre à la requête*

1272.	Principe.....	1211
1273.	Expertise médicale.....	1212
1274.	Urgence et impossibilité.....	1213
1275.	Formulaire ou modèle.....	1214
1276.	Médecin parent ou allié.....	1215

§ 3. – *Première audience devant le juge de paix*

1277.	Compétence territoriale.....	1216
1278.	Assistance d'un avocat.....	1217
1279.	Renseignements utiles.....	1218
1280.	Convocation.....	1218
1281.	Audition individuelle.....	1220
1282.	Recueil d'informations.....	1220
1283.	Ordonnance initiale.....	1220
1284.	Notification.....	1221

§ 4. – *Saisine du juge de paix en cours de protection*

1285.	Introduction.....	1221
1286.	Autorisation dérogatoire.....	1222
1287.	Application.....	1223
1288.	Actes patrimoniaux.....	1224
1289.	Application.....	1226
1290.	Différends.....	1227

§ 5. – *Mesures de publicité*

1291.	Publication.....	1228
-------	------------------	------

§ 6. – *Dossier administratif*

1292.	Principe.....	1230
1293.	Contenu.....	1230
1294.	Consultation.....	1231
1295.	Accès.....	1232

CHAPITRE 2

Les dispositions transitoires et les anciens régimes

SECTION 1

Le droit transitoire

1296.	Entrée en vigueur de la nouvelle loi.....	1235
-------	---	------

1297.	Principes de droit transitoire.	1235
-------	--------------------------------------	------

SECTION 2

Les anciens régimes

1298.	Maintien temporaire des anciens régimes.	1236
1299.	Administration provisoire, régime de droit commun.	1237
1300.	Minorité prolongée.	1242
1301.	Interdiction judiciaire.	1243
1302.	Mise sous conseil judiciaire, régime d'assistance.	1245
1303.	Malades mentaux, régime de privation de liberté.	1246
1304.	Internement, mesure de privation de liberté.	1250

PARTIE 4

LE DROIT JUDICIAIRE FAMILIAL

TITRE 1

Historique – Le contentieux familial avant le 1^{er} septembre 2014

CHAPITRE 1

Un contentieux familial éclaté

1305.	Particularités du contentieux familial.	1257
1306.	Éclatement du contentieux familial.	1257
1307.	Variabilité des règles procédurales.	1258
1308.	L'histoire éclaire le présent.	1258

CHAPITRE 2

Les règles de compétence

SECTION 1

Liminaire

1309.	Éclatement des compétences.	1261
-------	----------------------------------	------

SECTION 2

Les compétences matérielles

1310.	Nœud gordien.	1261
1311.	Définition.	1261

1. Juge de paix

1312.	Principe.	1262
-------	----------------	------

1313.	Aliments.	1262
1314.	Crise passagère entre époux ou cohabitants légaux.	1262
1315.	Le régime primaire.	1263
1316.	Autres compétences familiales.	1264
<i>2. Président du tribunal de première instance</i>		
1317.	Mesures provisoires.	1265
1318.	Référé « de droit commun ».	1266
1319.	Requête unilatérale.	1267
<i>3. Tribunal de première instance</i>		
1320.	Prorogation de compétence.	1268
1321.	État des personnes.	1268
1322.	Juge d'appel du juge de paix.	1268
<i>4. Tribunal de la jeunesse</i>		
1323.	Compétences protectionnelles et civiles.	1268
1324.	Enchevêtrement temporel des compétences.	1269
1325.	Limites temporelles du « référé familial ».	1270

CHAPITRE 3

Les règles de procédure particulières au droit familial

1326.	Juges différents, procédures différentes.	1273
1327.	Comparution personnelle des parties.	1273
1328.	Exécution provisoire.	1275
1329.	En guise de conclusion.	1276

TITRE 2

Le contentieux familial depuis le 1^{er} septembre 2014

CHAPITRE 1

Liminaire

1330.	Cheminement législatif.	1281
1331.	Dispositions transitoires.	1283
1332.	Bilan.	1284

CHAPITRE 2

Les principes fondateurs

1333.	Généralités.	1285
-------	-------------------	------

1334.	Modifications législatives en cascade.	1286
-------	---	------

CHAPITRE 3

La nouvelle organisation judiciaire

SECTION 1

Le tribunal de première instance et la cour d'appel

§ 1. – Une nouvelle juridiction

1335.	Généralités.	1287
1336.	Répartition du service.	1288

§ 2. – Mandat et spécialisation des juges

1337.	Généralités.	1288
1338.	Spécialisation.	1289

§ 3. – Le ministère public

1339.	Généralités.	1290
1340.	Spécialisation.	1290

SECTION 2

Le juge de paix

1341.	Avis du ministère public.	1291
1342.	Extension des compétences communicables.	1291

CHAPITRE 4

La compétence

SECTION 1

La compétence matérielle

§ 1. – Tribunal de la famille et de la jeunesse

A. Le tribunal de la famille

1. Les chambres de la famille

a) En premier degré

1343.	Généralités.	1293
1344.	Regroupement des règles.	1293
1345.	Compétences exclusives.	1299

b) Comme juge d'appel

1346.	Généralités.	1301
-------	-------------------	------

c) Le référé familial	
• Compétence du président du tribunal de première instance	1301
1347. Généralités.....	1301
• L'urgence réputée	1303
1348. Généralités.....	1303
1349. Urgence et provisoire.	1306
1350. Demandes multiples.	1307
• L'urgence invoquée.....	1307
1351. Généralités.....	1307
2. La chambre de règlement à l'amiable	
1352. Généralités.....	1308
1353. Procédure.	1309
1354. Conclusion.....	1314
B. Le tribunal de la jeunesse	
1355. Généralités.....	1315
§ 2. – Le juge de paix	
A. Compétence générale	
1356. Généralités.....	1316
B. Personnes vulnérables	
1357. Juge des incapacités.....	1317
C. Autres compétences	
1358. Généralités.....	1318
§ 3. – En guise de conclusion	
1359. Effort de rationalisation.....	1319
SECTION 2	
La compétence territoriale	
§ 1. – Le tribunal de première instance et la cour d'appel	
A. Liminaire	
1360. Généralités.....	1321
1361. Cour d'appel.....	1322
B. Le tribunal de la famille	
1362. Généralités.....	1322
1363. Cascade.....	1323

1364.	Litispendance.....	1327
1365.	Caractère impératif.....	1328
C. Le tribunal de la jeunesse		
1366.	Généralités.....	1329
1367.	Conclusion.....	1330
	§ 2. — <i>Le juge de paix</i>	
1368.	Généralités.....	1330
1369.	Critère de la résidence ou du domicile.....	1331
	§ 3. — <i>En guise de synthèse</i>	
1370.	Complexité.....	1332

CHAPITRE 5 La procédure

SECTION 1 Les règles de procédure

§ 1. — *Liminaire*

1371.	Généralités.....	1335
1372.	Spécificité.....	1336

§ 2. — *Introduction de la procédure*

A. Les demandes non urgentes

1373.	Généralités.....	1336
-------	------------------	------

B. Les demandes urgentes

1374.	Généralités.....	1337
-------	------------------	------

§ 3. — *Comparution des parties et huis-clos*

A. Comparution personnelle

1375.	Généralités.....	1339
-------	------------------	------

B. Le huis-clos

1376.	Généralités.....	1342
-------	------------------	------

§ 4. — *Mesures d'investigation et audition de l'enfant*

A. Mesures d'investigation

1377.	Généralités.....	1344
-------	------------------	------

B. Audition de l'enfant

1378.	Généralités.....	1345
-------	------------------	------

1379.	Procédure.	1345
1380.	Pour conclure.	1349
1381.	Lien avec l'hébergement.	1350

§ 5. – *Autorité de chose jugée et exécution des décisions*

A. Autorité de chose jugée

1382.	Généralités.	1350
1383.	Saisine permanente.	1350

B. Exécution des décisions

1384.	Généralités.	1351
1385.	Cas particulier des aliments.	1352

§ 6. – *Saisine permanente*

1386.	Généralités.	1354
1387.	Nouvelles conditions.	1355

SECTION 2

Le dossier familial

1388.	Généralités.	1357
1389.	Complexités.	1358

PARTIE 5

**QUESTIONS DE DROIT
INTERNATIONAL PRIVÉ**

1390.	Observations préliminaires.	1363
1391.	Présentation et structure du titre.	1364

CHAPITRE 1

Les principes généraux

SECTION 1

Bref rappel des méthodes de droit international privé

1392.	Observations préliminaires.	1365
1393.	Quelle est la loi applicable à une situation quelconque de droit privé ?	1365
1394.	La compétence des tribunaux belges.	1366
1395.	La compétence des autorités belges.	1367
1396.	La reconnaissance des jugements étrangers (principes généraux).	1367

1397.	Reconnaissance des actes juridiques accomplis à l'étranger. .	1369
-------	---	------

SECTION 2

Les rattachements du droit des personnes

1398.	Réglementation légale de la vie civile internationale.	1370
1399.	Catégories du droit des personnes.	1370
1400.	Les facteurs de rattachement en droit des personnes.	1370
1401.	La nationalité.	1371
1402.	Quelle loi appliquer aux apatrides et aux réfugiés ?	1372
1403.	Comment trancher le conflit positif de nationalités ?	1372
1404.	La nationalité commune.	1374
1405.	La résidence habituelle.	1374
1406.	Le domicile.	1375

SECTION 3

La mise en œuvre des règles de rattachement et mécanismes correcteurs

1407.	Observations préliminaires.	1375
1408.	Application du droit étranger.	1375
1409.	Exclusion de principe du renvoi.	1376
1410.	Système pluri-législatif étranger.	1376
1411.	Fraude à la loi.	1377
1412.	Clause d'exception.	1377
1413.	L'exception d'ordre public.	1377
1414.	Questions préalables.	1379

CHAPITRE 2

La capacité et la protection des incapables

SECTION 1

La compétence judiciaire

1415.	Protection des enfants.	1381
1416.	Autres incapables – Droit commun.	1382

SECTION 2

La loi applicable

1417.	Âge de la majorité.	1384
1418.	Exception à la règle, au nom de l'apparence.	1384
1419.	Incapacités propres à un rapport de droit.	1385
1420.	Le régime de protection des incapables.	1385
1421.	Convention de La Haye du 19 octobre 1996.	1386

1422.	Applications à la vente immobilière.	1386
-------	---	------

CHAPITRE 3

Le nom et le prénom d'une personne

SECTION 1

La loi applicable à la détermination du nom et du prénom

1423.	Rattachement autonome.	1389
1424.	Détermination du nom.	1389
1425.	Contradiction avec un nom acquis dans un autre État, hors de l'Union européenne.	1390
1426.	Conflit de nationalités.	1390
1427.	Contradiction avec le nom acquis dans un autre État de l'Union européenne : l'arrêt <i>Grunkin-Paul</i>	1391
1428.	Les titres de noblesse.	1392

SECTION 2

Le changement du nom ou des prénoms

1429.	Le changement de nom.	1393
1430.	L'arrêt <i>Garcia-Avello</i>	1394
1431.	La translittération.	1395

CHAPITRE 4

Le sexe de la personne

1432.	Observations préliminaires.	1397
1433.	Compétence judiciaire.	1397
1434.	Loi applicable.	1397

CHAPITRE 5

L'absence

1435.	Observations préliminaires.	1399
1436.	Compétence judiciaire.	1399
1437.	Loi applicable.	1399
1438.	Reconnaissance des actes étrangers.	1400

CHAPITRE 6

La filiation

SECTION 1

Les règles de compétence judiciaire

1439.	Compétence juridictionnelle.	1401
-------	-----------------------------------	------

1440.	Compétence notariale.	1402
-------	----------------------------	------

SECTION 2

Les règles de conflit de lois

1441.	Sources et droit transitoire.	1402
1442.	Les règles de rattachement.	1403
1443.	Le domaine de la loi compétente.	1404
1444.	Filiations contradictoires.	1404
1445.	Le droit applicable au consentement de l'enfant.	1405
1446.	Le droit applicable aux formalités de la reconnaissance.	1405
1447.	L'acte de naissance par décision judiciaire.	1406
1448.	Applications de l'exception d'ordre public.	1406
1449.	La reconnaissance d'une décision judiciaire établissant un lien de filiation.	1408
1450.	Le cas particulier de la gestation pour autrui.	1408
1451.	L'exception de fraude.	1409
1452.	Clause d'exception.	1411

CHAPITRE 7

L'adoption

1453.	Introduction.	1413
1454.	Compétence internationale des tribunaux.	1413
1455.	Loi applicable.	1413
1456.	Droit matériel.	1414

CHAPITRE 8

La vie conjugale en droit international privé

SECTION 1

Les difficultés de qualification

1457.	La vie conjugale en droit civil.	1415
1458.	La qualification.	1416
1459.	Qualification <i>lege fori</i> ou <i>lege causae</i>	1418
1460.	Qualification pour la compétence judiciaire.	1418

SECTION 2

L'union libre

1461.	Absence de rattachement.	1419
-------	-------------------------------	------

SECTION 3

Les fiançailles

1462.	Loi applicable.	1419
-------	----------------------	------

SECTION 4

Les relations de vie commune

1463.	Compétence des autorités belges.	1420
1464.	Loi applicable.	1420
1465.	Cohabitation légale et accès au territoire.	1421

SECTION 5

La loi applicable au mariage

1466.	Introduction.	1421
-------	--------------------	------

§ 1. – *Loi applicable aux conditions de fond du mariage*

A. Principes

1467.	Application distributive de la loi nationale.	1422
-------	--	------

B. Consentement au mariage

1468.	L'exigence d'un consentement.	1422
-------	------------------------------------	------

C. Différence de sexe entre les époux

1469.	Loi de police.	1424
-------	---------------------	------

D. Preuve du célibat

1470.	Certificat de non-empêchement à mariage.	1424
-------	---	------

§ 2. – *Loi applicable aux conditions de forme du mariage*

1471.	Généralités.	1425
-------	-------------------	------

1472.	Les mariages consulaires.	1425
-------	--------------------------------	------

§ 3. – *Loi applicable aux effets du mariage*

1473.	Règles de rattachement.	1425
-------	------------------------------	------

1474.	Modification de résidence.	1426
-------	---------------------------------	------

1475.	Domaine de la loi compétente.	1426
-------	------------------------------------	------

1476.	Autres effets du mariage.	1427
-------	--------------------------------	------

§ 4. – *Reconnaissance des mariages étrangers*

1477.	Observations préliminaires.	1427
-------	----------------------------------	------

1478.	L'accueil des mariages étrangers.	1427
-------	--	------

1479.	La preuve du mariage étranger.	1428
-------	-------------------------------------	------

1480.	Les mariages frauduleux.	1429
-------	-------------------------------	------

1481.	Les mariages polygamiques célébrés à l'étranger.	1430
-------	---	------

§ 5. — *Mariage putatif*

1482. Loi applicable aux conséquences de la nullité. 1433

CHAPITRE 9**Le divorce**

SECTION 1

La loi applicable

1483. Source de la réglementation. 1435
 1484. Champ d'application matériel. 1436
 1485. Universalité du règlement. 1437
 1486. Les rattachements. 1437
 1487. *L'optio juris*. 1437
 1488. Loi applicable à défaut de choix. 1439
 1489. Le droit au divorce. 1439
 1490. Domaine de la loi applicable et procédure. 1440

SECTION 2

La compétence judiciaire

§ 1. — *Sources des règles de compétence*

1491. Le règlement Bruxelles IIbis. 1441
 1492. Application subsidiaire des règles de compétence du Code de droit international privé. 1441

§ 2. — *Compétence judiciaire selon le règlement Bruxelles IIbis*

1493. Les critères de compétence principaux. 1443
 1494. Notion de nationalité. 1443
 1495. Exception de litispendance. 1445

§ 3. — *Compétence judiciaire selon le Code de droit international privé*

1496. Caractère subsidiaire. 1445
 1497. Rattachements prévus par le Code. 1446

SECTION 3

La reconnaissance des décisions étrangères
de dissolution du mariage

1498. Source de la réglementation. 1447
 1499. Observations préliminaires. 1447

§ 1. — *Le régime prévu dans le règlement Bruxelles IIbis*

1500. Reconnaissance de plein droit. 1448

1501.	Motifs de refus.....	1448
§ 2. – <i>Le régime prévu dans le Code de droit international privé</i>		
1502.	Reconnaissance de plein droit.....	1449
1503.	Motifs de refus.....	1449
§ 3. – <i>La reconnaissance des répudiations</i>		
1504.	La répudiation avant le Code.....	1449
1505.	Motifs de refus dégagés par la jurisprudence.....	1450
1506.	La répudiation dans le Code de droit international privé.	1451
1507.	Décisions visées par l'article 57 du Code.....	1452
1508.	L'effet de fait d'une répudiation non reconnue.....	1453

CHAPITRE 10

L'autorité parentale

1509.	Observations préliminaires.....	1456
-------	---------------------------------	------

SECTION 1

Les conflits de lois

1510.	Sources et rattachements.....	1456
1511.	Le conflit mobile.....	1456

SECTION 2

La compétence judiciaire

1512.	Sources.....	1457
1513.	Le règlement « Bruxelles IIbis ».	1458
1514.	Résidence habituelle de l'enfant.....	1458
1515.	La Convention de la Haye et le droit commun.....	1460

SECTION 3

La reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères

1516.	Principe de reconnaissance de plein droit.....	1460
1517.	Motifs de non-reconnaissance.....	1460
1518.	Certificat et force exécutoire.....	1461

SECTION 4

L'enlèvement international d'enfants

1519.	Instruments internationaux spécifiques.....	1463
1520.	La Convention de La Haye du 25 octobre 1980.....	1463
1521.	Les « plus » européens.....	1469

CHAPITRE 11
Les aliments

SECTION 1
La loi applicable

1522.	Sources.	1471
1523.	Champ d'application.	1472
1524.	Rattachements.	1472
1525.	Aliments entre (ex-)époux.	1473
1526.	Choix et désignation de la loi applicable.	1475
1527.	Intervention de l'exception d'ordre public.	1476

SECTION 2
La compétence judiciaire

1528.	Sources.	1476
1529.	Élection de for.	1477
1530.	Règles de compétence.	1477

SECTION 3
La reconnaissance des décisions étrangères

1531.	Sources.	1478
1532.	Le règlement « aliments ».	1478
1533.	Exécution des actes authentiques.	1479
1534.	Autorités centrales.	1479

Index alphabétique.....		1481
-------------------------	--	------